

Criminalité et délinquance enregistrées en octobre 2009

Le présent bulletin mensuel de l'Observatoire national de la délinquance (OND) précède de quelques jours la publication de son cinquième rapport annuel. Le 17 novembre prochain, l'OND en présentera le contenu lors d'une conférence de presse organisée à l'Institut national des hautes études de la sécurité.

Depuis 2007, l'OND rend public son rapport annuel en novembre. Le choix de ce mois est la conséquence du lancement au premier trimestre 2007 du dispositif d'enquêtes annuelles « cadre de vie et sécurité ». Le processus de collecte et d'exploitation des résultats de cette enquête nationale de victimation permet d'en connaître les premiers chiffres à l'automne. Or, **il n'est pas possible d'établir un bilan annuel de la délinquance sans disposer de telles données de victimation**. Pour l'année 2008, ce bilan sera donc bientôt connu. On procédera pour ce faire à une comparaison des statistiques sur les faits constatés par la police et la gendarmerie 2008, qui ont été diffusées en janvier 2009, avec celles extraites de l'enquête « cadre de vie et sécurité » qui seront accessibles le 17 novembre.

Les commentaires sur les indicateurs d'activité propres aux services de police et aux unités de la gendarmerie (faits élucidés, gardes à vue, mis en cause, écrous et infractions révélées par l'action des services), réalisés par les directions générales de la police et de la gendarmerie nationales, sont désormais insérés à l'intérieur du bulletin mensuel, sur un support séparé.

Jusqu'à cette date, tout bilan de la délinquance subie par les personnes physiques ¹ aurait été incomplet car les faits constatés ne sont que la partie des crimes et délits commis en 2008 qui ont été portés à la connaissance de la police et de la gendarmerie. Or, pour certaines atteintes, en particulier les violences physiques ou sexuelles, une proportion conséquente, voire très conséquente, des victimes ne portent pas plainte. Pour estimer leur nombre et la fréquence des actes qu'elles ont subis, on procède à ces enquêtes directes auprès de la population ou enquêtes de victimation.

Entre le bulletin annuel sur les faits constatés de l'année précédente de janvier et le rapport annuel de novembre, l'OND publie chaque mois un bulletin sur la délinquance enregistrée au cours des 12 derniers mois. Le présent bulletin porte sur la période allant de novembre 2008 à octobre 2009. Ce sont les données les plus récentes sur la délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie. Elles sont présentées et commentées par l'OND selon sa grille de lecture des faits constatés.

Elle se compose de quatre indicateurs indépendants : les atteintes aux biens (vols et destructions, dégradations), les atteintes volontaires à l'intégrité physique (violences et menaces), les escroqueries et infractions économiques et financières, et les infractions révélées par l'action des services.

Le total des faits constatés n'est pas un chiffre qui peut être interprété simplement. Il s'agit d'une statistique correspondant à l'activité d'enregistrement de la police et de la gendarmerie. Elle ne peut en aucun cas se confondre avec la délinquance commise. Dans un pays qui s'est doté d'une enquête annuelle de victimation, on peut espérer que cette confusion entre les faits constatés et les faits commis s'estompe. On doit reconnaître qu'aujourd'hui, à la veille de la publication des résultats de la 3^e enquête « cadre de vie et sécurité », ce n'est pas encore le cas.

(1) Les enquêtes « cadre de vie et sécurité » abordent les atteintes aux biens et les atteintes aux personnes subies les personnes physiques, les membres d'un même ménage ou les individus, selon différentes classes d'âge. Les atteintes visant les personnes morales (entreprise, collectivités, administration ou association) ne sont pas mesurables par ce type d'enquêtes auprès des ménages.

La disponibilité précoce des statistiques sur les faits constatés et leur mise à jour mensuelle via le bulletin de l'OND ne doit pas leur conférer un rôle hégémonique dans l'appréhension de l'évolution des phénomènes de délinquance. On doit accepter l'existence d'un décalage d'environ 10 mois entre le moment où les faits constatés sont établis et le moment où ils peuvent figurer parmi d'autres données dans un bilan annuel multi sources.

Le présent bulletin mensuel permet, comme les neuf qui l'ont précédé et le 11^e qui clôturera l'année 2009 en décembre, de faire la transition entre les faits constatés en 2008 et ceux de 2009 qui seront définitivement arrêtés après le 31 décembre. L'OND commente les taux de variation de ses indicateurs sur 12 mois glissants² en signalant les tendances à la hausse ou à la baisse selon qu'elles s'accroissent, se ralentissent ou se stabilisent.

Jusqu'à présent, pour les atteintes permettant des comparaisons fines entre les faits constatés et la victimation, c'est à dire les vols (voir « *Les victimations subies en 2006 et 2007* », *Rapport annuel de l'observatoire national de la délinquance*, novembre 2008), la tendance observée sur les faits constatés en janvier a été confirmée par celle publiée à partir des réponses collectées lors de l'enquête « cadre de vie et sécurité » en fin d'année. Cette convergence des sources en tendance sera à nouveau testée pour l'année 2008 dans le rapport annuel à venir. Pour les tendances qui apparaissent dans le présent bulletin, la confrontation avec les données de victimation interviendra d'ici un an.

Par ailleurs, l'OND est conduit depuis septembre 2007, mois dont le total des faits constatés d'atteintes aux biens était apparu comme très atypique (voir *bulletin publié en octobre 2007*), à signaler les mois où ce nombre présente une forte disparité avec les mois précédents et en particulier les mêmes mois des années précédentes (voir en annexes du présent bulletin). L'une des causes possibles est liée au calendrier d'enregistrement des faits constatés : d'une année sur l'autre, en fonction des week-ends et des jours fériés, certains mois comparés ne comportent pas le même nombre de jours de saisie. Les effets de ces distorsions sont limités par le choix d'étudier les faits sur 12 mois et non sur le dernier mois uniquement.

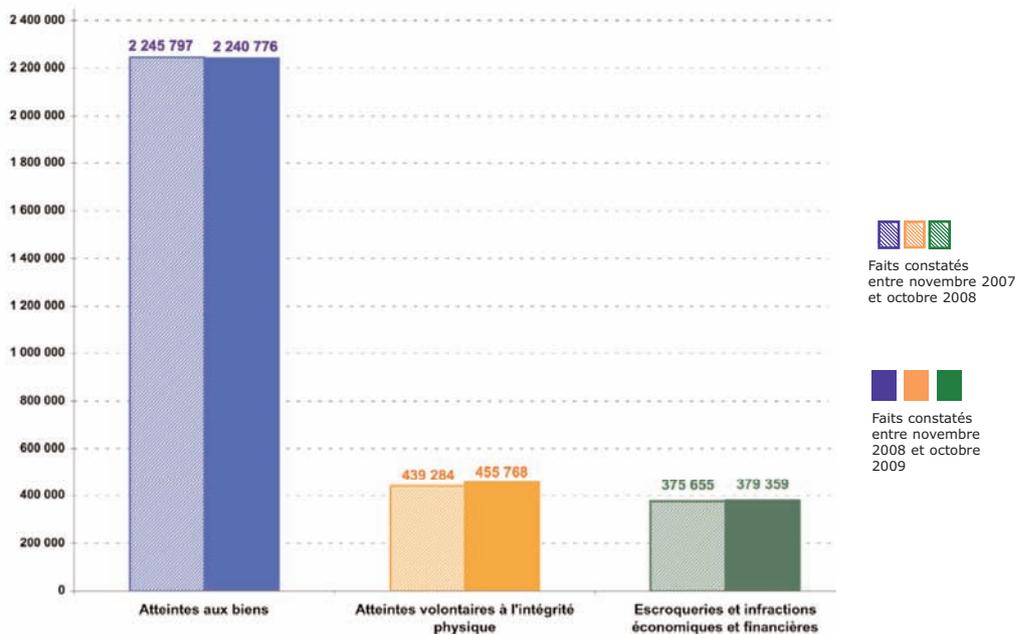
L'OND a un souci constant de transparence et de pédagogie. Il fait toujours état des limites des chiffres dont il dispose. C'est pourquoi les questions de méthode occupent une place importante dans ses publications.

Alain BAUER,
Professeur de criminologie au CNAM
Président du conseil d'orientation de l'OND

(2) Obtenus en comparant les 12 derniers mois avec les 12 mois précédents

Un certain nombre de faits constatés ne peuvent être comptabilisés qu'en fin de semestre. Les données mensuelles sont donc provisoires. L'OND les corrige a posteriori afin de tenir compte du décalage qui existe avec les données définitives connues selon une méthodologie introduite en février 2007 (voir le complément au bulletin mensuel publié à l'époque³). Cette correction concerne les mois appartenant à un semestre échu, car, pour réviser les données mensuelles, il faut disposer des données définitives. Les statistiques des mois du semestre en cours, celles des mois de juillet, à octobre 2009 pour le présent bulletin, sont intégrées sans correction. Elles seront révisées à la fin du semestre, en janvier 2010, lorsque les données définitives du second semestre 2009 seront disponibles. La révision, dont la plus récente, portant sur le premier semestre 2009, a été présentée dans le précédent bulletin de l'OND⁴, s'accompagne toujours d'une vérification de la précision des données publiées en cours de semestre, qui n'étaient alors que partiellement révisées.

Graphique 1a : Les faits constatés d'atteintes aux biens, d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, et les escroqueries et infractions économiques et financières lors des deux dernières périodes de 12 mois disponibles



Source : État 4001 annuel, DCPJ. Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

Note de lecture : Les dernières données mensuelles extraites de l'état 4001, l'outil d'enregistrement des crimes et délits constatés par les services de police et les unités de gendarmerie, sont celles du mois d'octobre 2009. Elles forment avec les données mensuelles de novembre 2008 à septembre 2009, la dernière série de 12 mois consécutifs. L'évolution des différents indicateurs de l'observatoire national de la délinquance se mesure en comparant les faits constatés au cours de ces 12 derniers mois disponibles avec les 12 mois précédents (période allant de novembre à octobre 2008).

En octobre 2009, en comparant les faits constatés sur 12 mois, il apparaît que le nombre d'atteintes aux biens ne varie quasiment pas (- 0,2 %, soit - 5 021 faits constatés), que celui des atteintes volontaires à l'intégrité physique augmente de 3,8 % (soit + 16 484 faits constatés) et que les escroqueries et infractions économiques et financières sont en hausse de 1 % (soit + 3 704 faits constatés).

Pour les atteintes aux biens et les atteintes volontaires à l'intégrité physique, les taux de variation sur 12 mois observés en octobre confirme la fin d'un cycle de ralentissement de la baisse pour les premiers et d'accentuation de la hausse pour les seconds. En revanche, pour les escroqueries et infractions économiques et financières, la forte décélération de la hausse se poursuit⁵.

En janvier 2009, le nombre de faits constatés d'atteintes aux biens, c'est à dire de vols ou de destructions et dégradations, était en baisse de 5,3 % sur 12 mois. De façon progressive, ce taux a diminué et, depuis les mois d'août, le nombre de faits constatés d'atteintes aux biens varie peu

(3) http://www.inhes.interieur.gouv.fr/fichiers/OND_BulletinMensuel_fev07_complementMetho.pdf

(4) http://www.inhes.interieur.gouv.fr/ond_bm_juillet_2009ok-df9f5fcf637d83f06509a2f88f6332cc2.pdf

(5) Il est possible que des considérations liées aux nombres de jours de saisie des faits constatés par mois aient eu un impact sur ces tendances (voir annexes).

sur 12 mois. Cette stabilité intervient après une période de baisse continue qui a duré plus de six ans et demi. Le nombre d'atteintes aux biens enregistrées entre novembre 2008 et octobre 2009, soit environ 2 240 000, a profondément changé d'ordre de grandeur au cours de ces années. Début 2003, il dépassait le seuil des trois millions de faits constatés sur 12 mois.

Les résultats des enquêtes de victimation que l'OND mène avec l'INSEE ont confirmé l'orientation à la baisse des vols subis par les ménages et les personnes de 14 ans et plus, en tout cas pour les années 2006 et 2007. Le 17 novembre prochain, on trouvera dans le cinquième rapport annuel de l'OND, l'étude des résultats de l'enquête « cadre de vie et sécurité » pour l'année 2008. Pour les évolutions de l'année 2009, que préfigurent en matière de faits constatés celles du présent bulletin, il faudra attendre les publications de l'année 2010 (bilan annuel de la délinquance enregistrée en janvier et rapport annuel en novembre) afin de procéder à cette démarche de comparaison multi sources.

Plus des trois quarts des atteintes aux biens constatées sont des vols sans violence. Environ 1,7 millions vols de cette nature ont été constatés au cours des 12 derniers mois. Leur nombre est en légère augmentation de 0,5 % par rapport aux 12 mois précédents (soit + 8 917 faits constatés).

Deux des principaux types de vols sans violence affichent des variations opposées : les faits constatés de vols liés aux véhicules à moteur sont en recul de 1,4 % sur 12 mois (soit - 9 140 faits constatés) tandis que ceux de cambriolages sont en hausse de 6,3 % (soit + 18 426 faits constatés).

En février 2009, le nombre de cambriolages enregistrés était en baisse de 2,6 % sur 12 mois mais, déjà, parmi ceux-ci, les cambriolages de locaux d'habitation principale ne suivaient pas la tendance globale. Leur nombre s'accroissait alors de 3,7 % sur 12 mois. Les mois suivants, cette hausse des faits de cambriolages de locaux d'habitation principale s'est accentuée. Elle se situe à + 12,6 % sur 12 mois en octobre 2009 (+ 18 602 faits constatés).

Le nombre de faits constatés de vols avec violences est lui aussi en augmentation sur 12 mois : il a varié de + 7,4 %, soit + 7 753 faits constatés. Ces infractions qui représentent 5 % des atteintes aux biens constatées étaient, elles aussi, en baisse sur 12 mois en février 2009 (- 4,1 %). Cette tendance s'est inversée car, après plus de deux années de baisse, les faits de vols violents sans armes sont à nouveau orientés à la hausse depuis mai 2009 : au cours des 12 derniers mois, leur nombre s'est accru de 6,1 % par rapport aux 12 mois précédents (soit + 5 953 faits constatés).

Sur un peu moins de 113 000 vols violents enregistrés entre novembre 2008 et octobre 2009, 7 153 sont des vols à main armée, soit 6,3 %. Il s'agit donc d'une catégorie d'infractions à faible volume de faits constatés, au regard des autres types de vols notamment. Elle se distingue cependant par ses variations sur 12 mois : + 24,3 % (soit + 1 400 faits constatés). Ce sont les faits de vols avec armes à feu (réelles ou factices) visant des établissements industriels et commerciaux comme les stations-service, les tabacs ou les commerces de quartier (boulangeries, épicerie) qui expliquent en grande partie cette hausse.

Contrairement aux vols, les faits de destructions et dégradations sont en baisse de 4,9 % sur 12 mois en octobre 2009 (soit - 21 690 faits constatés). Un peu moins de 19 % des atteintes aux biens enregistrées sont des actes de destructions et dégradations. Depuis deux mois, leur baisse sur 12 mois s'est accentuée de 1,1 point.

Hors incendies, leur nombre diminue de façon encore plus marquée : - 6,3 % sur 12 mois (soit - 25 340 faits constatés). En revanche, les incendies volontaires enregistrés présentent une hausse de 8,8 % sur 12 mois (soit + 3 650 faits constatés).

En août 2009, le nombre de faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique augmentait de 4,8 % sur 12 mois. En deux mois, ce taux a diminué de 1 point. Comme cela a été expliqué dans le précédent bulletin mensuel de l'OND, ce recul est dû en partie à des problèmes d'exhaustivité de collecte concernant les mois de septembre des années 2007 et 2008 (voir annexes).

En octobre 2009, la hausse sur 12 mois des faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique est voisine de celles qu'on avait mesurées en avril ou en mai 2009, soit + 3,7 % sur 12 mois. L'accélération de la hausse qui avait été entamée en novembre 2008 a été stoppée en août 2009.

Entre novembre 2008 et octobre 2009, 455 768 atteintes volontaires à l'intégrité physique ont été enregistrées. Ce nombre est supérieur à 450 000 depuis avril 2009. Ce seuil a été franchi en raison d'un phénomène structurel, la hausse des faits constatés de violences physiques non crapuleuses, et d'un phénomène conjoncturel, le retournement de tendance des violences crapuleuses, celles qui ont pour motivation le vol (voir ci-dessus).

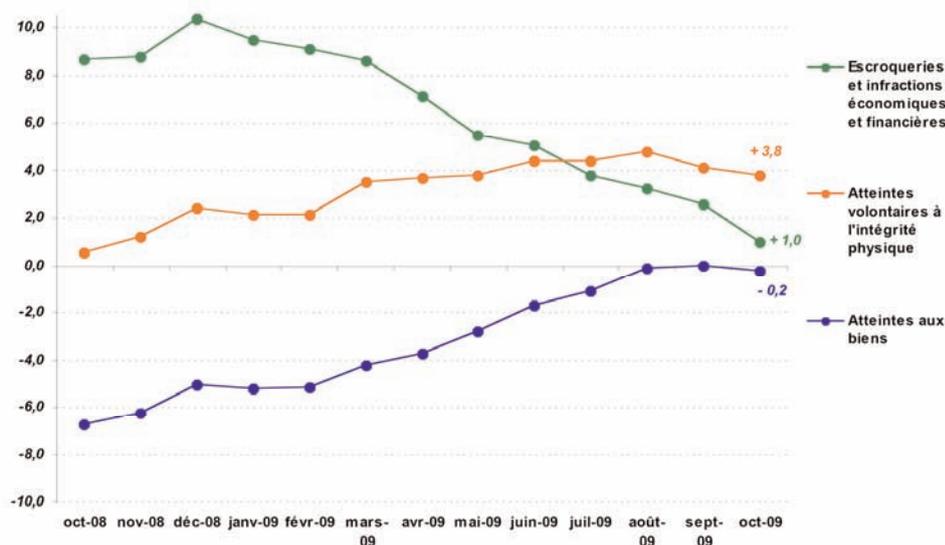
Les violences physiques que l'OND qualifie de « non crapuleuses » ne peuvent pas, par souci de clarification, être qualifiées de « violences gratuites ». Ces termes ne sont pas adaptés pour les désigner car, même pour des violences dont la motivation est parfois dérisoire, il existe le plus souvent un élément déclencheur comme une altercation routière, une bousculade dans les transports en commun ou une simple remarque (voir Grand Angle n°13, mai 2008). On rappelle aussi que, parmi les violences

physiques non crapuleuses, on trouve aussi les violences dans le couple et envers les enfants ou encore les violences subies par les agents de la fonction publique dans le cadre de leur fonction.

Le nombre de faits constatés de ces violences physiques non crapuleuses a augmenté de 3,6 % au cours des 12 derniers mois (+ 8 258 faits constatés). Il s'établit à près de 240 000 faits constatés entre novembre 2008 et octobre 2009. A plus de 80 %, il s'agit de coups et violences volontaires non mortels sur personnes de 15 ans et plus. Leur nombre est s'est élevé de 3,9 % sur 12 mois (soit + 7 168 faits constatés). On observe une hausse un peu plus élevée, + 4,6 % sur 12 mois (soit + 702 faits constatés) pour les violences, mauvais traitements et abandons d'enfants ⁶. Les violences à dépositaire de l'autorité sont quant à elles en variation de + 2,2 % sur 12 mois (soit + 573 faits constatés).

Parmi les autres atteintes volontaires à l'intégrité physique, les faits de violences sexuelles sont en baisse de 4,1 % sur 12 mois (soit - 988 faits constatés) et ceux de menaces ou chantages s'accroissent de 1,9 % (soit + 1 532 faits constatés).

Graphique 1b : Les variations sur 12 mois glissants des faits constatés d'atteintes aux biens, d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, et les escroqueries et infractions économiques et financières d'octobre 2008 à octobre 2009



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

Le taux de variation sur 12 mois des faits constatés d'escroqueries et infractions économiques et financières est passé + 9,5 % en janvier à + 1 % en octobre. Ce ralentissement est intervenu après un second semestre 2008 durant lequel ces faits étaient en hausse de 8 % ou plus sur 12 mois.

Tant la période de forte augmentation, que la décélération rapide qui se produit depuis janvier 2009, sont dues à une catégorie bien précise d'infractions : les escroqueries et abus de confiance. Au cours des 12 derniers mois, plus de 58 % des 379 359 faits constatés du 3e indicateur de l'OND sont de cette nature.

Leur nombre s'est accru de 6 % par rapport aux 12 mois précédents (soit + 12 532 faits constatés). Ce taux a été divisé par trois en moins de six mois. En avril 2009, il s'établissait à près de + 18 % sur 12 mois.

Ces évolutions contrastent avec celles des faits constatés des autres infractions qui composent l'indicateur, à commencer par les infractions économiques et financières dont le nombre décroît de 5,7 % sur 12 mois (soit - 1 535 faits constatés). Les usages et falsifications de moyens de paiement sont eux aussi en baisse : - 3,9 % pour les falsifications et usages de cartes de crédit (soit - 2 088 faits constatés) et - 8,5 % pour les falsifications et usages de chèques volés enregistrés (soit - 5 821 faits constatés).

(6) Il s'agit d'un index de la nomenclature d'enregistrement des crimes et délits qui comprend non seulement les coups et violences non mortels sur personnes de moins de 15 ans, mais des infractions d'une nature différente comme les abandons d'enfants.

Police nationale
Gendarmerie nationale



EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DES SERVICES DE POLICE ET DE GENDARMERIE

octobre 2009

Les infractions révélées par l'action des services représentent de l'ordre de 10 à 11% de l'ensemble des faits constatés. En octobre 2009, les indicateurs de suivi de l'activité des services évoluent à l'instar des chiffres de la délinquance générale constatée (-5,94%).

Avec 119.435 faits élucidés pour 292.705 constatés, le taux d'élucidation⁽¹⁾ atteint 40,80 % (40,76% en octobre 2008).

Sur les 12 derniers mois, l'évolution est de + 0,04 point (37,74 %).

Les faits élucidés diminuent dans la même proportion que le chiffre de la délinquance (119.435 contre 126.859).

Sur les 12 derniers mois, la hausse est de + 0,12 %.

Les infractions révélées par l'action des services⁽²⁾ sont en baisse de - 7.25 % (34.019 contre 36.680).

Sur les 12 derniers mois, l'évolution est de - 1,82 %.

Les gardés à vue diminuent de - 3,19 % (52.091 contre 53.809).

Sur les 12 derniers mois, leur nombre s'est accru de + 1,09 %.

Les mis en cause décroissent de - 3,71 % (106.462 contre 110.563).

Sur les 12 derniers mois, leur nombre a augmenté de + 0,72 %.

(1) Taux d'élucidation = pourcentage du nombre des faits élucidés par rapport à celui des faits constatés.

(2) Crimes et délits découverts par les services, sans plainte préalable d'une victime (stupéfiants, proxénétisme, infractions au séjour des étrangers, faux documents, ports d'armes...)



Vols
recels



Atteintes aux biens

(61,42 % de la délinquance constatée)

En octobre 2009 par rapport
à octobre 2008 :

Taux d'élucidation :
16,74 %, soit + 0,63 point

- 30.094 faits élucidés, soit - 1,58 %
- 15.417 gardes à vue, soit + 1,10 %
- 27.937 mis en cause, soit - 1,85 %



La lutte contre les vols à main armée avec arme à feu

Sur les douze derniers mois, la lutte contre les vols à main armée avec arme à feu s'est intensifiée :

Taux d'élucidation	:	35,26 %
2.519 faits élucidés	:	+ 24,27 %
3.611 gardes à vue	:	+ 27,87 %
3.415 mis en cause	:	+ 23,24 %



Atteintes volontaires à l'intégrité physique

(13,40 % de la délinquance constatée)

Homicides
coups et blessures, menaces
atteintes aux mœurs
actes contre la famille et l'enfant...



La lutte contre les violences physiques non crapuleuses

La lutte contre les violences physiques non crapuleuses s'est poursuivie sur les douze derniers mois :

Taux d'élucidation	:	80,17 %
191.574 faits élucidés	:	+ 4,58 %
96.463 gardes à vue	:	+ 5,34 %
187.758 mis en cause	:	+ 4,62 %

En octobre 2009 par rapport
à octobre 2008

Taux d'élucidation :
65,48 %, soit + 0,01 point

- 25.677 faits élucidés, soit - 0,70 %
- 12.673 gardes à vue, soit - 2,96 %
- 24.146 mis en cause, soit - 1,30 %



Escroqueries et infractions économiques et financières

(10,86 % de la délinquance constatée)

Escroqueries, faux
contrefaçons, banqueroute
abus de confiance
emploi d'étrangers sans titre...

En octobre 2009 par rapport
à octobre 2008

Taux d'élucidation :
52,90 %, soit - 4,05 points

- 16.816 faits élucidés, soit - 16,17 %
- 2.779 gardes à vue, soit - 8,86 %
- 8.888 mis en cause, soit - 6,66 %



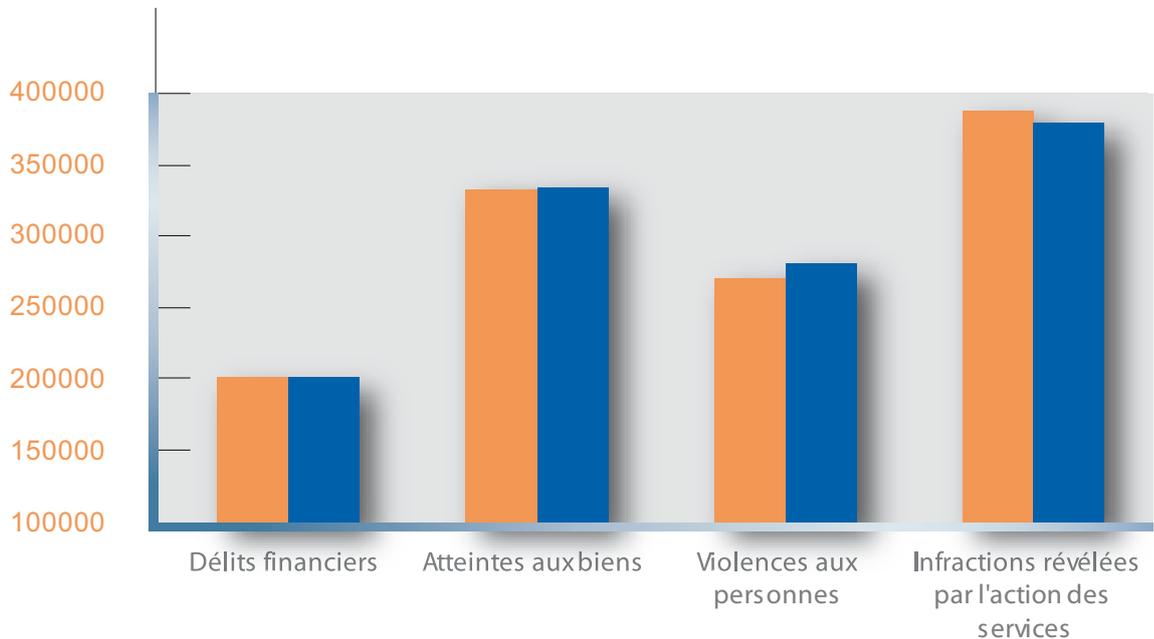
La lutte contre les escroqueries, faux et contrefaçons

La lutte contre les escroqueries, faux et contrefaçons sur les douze derniers mois s'est poursuivie :

Taux d'élucidation	:	47,12 %
163.971 faits élucidés	:	- 0,14 %
24.010 gardes à vue	:	+ 1,07 %
72.216 mis en cause	:	+ 5,23 %

La lutte contre la délinquance sur les 12 derniers mois (Nombre de **CRIMES** et **DELITS ELUCIDES**)

2007-2008 2008-2009



Zoom sur la vidéoprotection

La vidéoprotection dans les transports en commun

- ☛ **Paris** : depuis le mois de mars, une dizaine d'utilisateurs du métro était victime de vols à la tire. L'exploitation de la vidéoprotection de la RATP a permis à la sous-direction régionale de la police des transports d'identifier l'auteur. La mise en place d'un dispositif de surveillance a permis l'interpellation du voleur le 24 octobre, alors qu'il venait de commettre son onzième forfait.
- ☛ **Conflans-Ste-Honorine (78)** : le 17 avril dernier, une jeune étudiante âgée de 18 ans était victime d'un viol suivi de violences dans le train SNCF reliant Poissy au Mureaux (78). L'exploitation de la vidéoprotection du train et les recoupements téléphoniques ont permis à la sûreté départementale des Yvelines et à la BAC locale d'identifier et d'interpeller une dizaine de jeunes d'un quartier des Mureaux. Placés en garde à vue, 5 d'entre eux ont été présentés et écroués pour les faits.

La vidéo protection sur la voie publique

- ☛ **Le Plessis-Robinson (92)** : le 15 mars 2008, deux malfaiteurs commettaient un vol à main armée au préjudice d'une agence bancaire. L'exploitation de la vidéoprotection de l'établissement financier a permis au service départemental de police judiciaire des Hauts-de-Seine d'identifier l'un des auteurs. Incarcéré pour des faits similaires, il a été extrait le 12 octobre de la maison d'arrêt. Lors de sa garde à vue, il a livré le nom de son complice, également incarcéré pour un vol à main armée.
- ☛ **Saint-Etienne (42)** : durant les mois de juillet et août derniers six vols par ruse de fonds de caisse à l'encontre de petits commerces étaient commis. Le visionnage de la vidéoprotection de l'un deux a permis à la police judiciaire d'identifier les auteurs. Interpellés le 7 octobre, les mis en cause étaient formellement reconnus par les victimes. Ils ont été écroués.
- ☛ **Bordeaux (33)** : la recrudescence des vols par ruse ou « à la fausse qualité » de numéraire et cartes bancaires commis au préjudice de personnes âgées conduisait la sûreté départementale à diligenter une enquête permettant de recenser pas moins de 25 faits. Les enquêtes de voisinage et l'exploitation de la vidéoprotection des banques ont permis d'identifier et d'interpeller les auteurs début octobre. L'un d'entre eux a été écroué.
- ☛ **Paris (75)** : entre le 29 juin et le 31 août sur le 13^{ème} arrondissement de Paris, 7 agressions violentes ont été commises au préjudice de personnes âgées qui venaient d'effectuer des retraits de numéraire. Les investigations et notamment l'exploitation de la vidéoprotection permettaient d'identifier et d'interpeller deux individus. Ils ont été écroués.
- ☛ **Thor (84)** : le 10 octobre 2009 en début d'après-midi, un individu dérobaient dans un bureau de tabac une cartouche de cigarettes et une carte téléphonique avant de prendre la fuite à bord d'un véhicule Renault 19 dans lequel deux individus l'attendaient. La vidéoprotection permettait un rapprochement avec le véhicule signalé sur une filouterie de carburant commise à Morrières les Avignon, le 28 septembre, et avec un individu interpellé par les gendarmes en flagrant délit de vol de vélo le 10 octobre, à Saint Saturnin les Avignon. Le mis en cause reconnaissait les différents vols durant sa garde à vue et faisait l'objet d'une convocation en justice.



Zoom sur la police technique et scientifique (PTS)

Le fichier national automatisé des empreintes génétiques (F.N.A.E.G.)

En octobre, 27.669 profils génétiques ont été intégrés, portant le total dans la base à 1.299.189. Parallèlement, 1.651 profils (correspondant soit à d'autres traces relevées soit à des personnes identifiées et désormais recherchées) et 759 affaires ont été rapprochés.

Depuis sa création, l'exploitation de la base a ainsi généré le rapprochement de 61.579 profils génétiques.

Evolution cumulée des profils rapprochés grâce au FNAEG



Illustrations :

➤ **Paris** : le 25 mai, lors d'un contrôle routier, un motard en fuite renversait une passante, abandonnait son scooter, son casque et son téléphone. Les analyses entreprises par la police technique et scientifique amenaient la découverte d'un ADN masculin non identifié auquel deux vols par effraction et un viol aggravé, commis respectivement en 2008, 2006 et 1993, étaient imputés. Les investigations menées ont permis au 2ème district de police judiciaire d'identifier l'auteur, incarcéré pour d'autres faits. Extrait de la prison le 21 octobre, il reconnaissait tous les faits.

➤ **Bourges (18)** : le 29 janvier 2009 un médecin était violemment agressé dans le centre ville. Les constatations et l'enquête réalisées sur les lieux de l'agression ont permis de relever une empreinte génétique. Le 13 octobre, un individu était interpellé et mis en examen.

➤ **Nanterre (92)** : le 8 décembre 2000, un homme décédait dans sa voiture percutée violemment par un véhicule volé occupé par deux individus. Les constatations dans ce véhicule permettaient de relever deux ADN masculins inconnus. Enregistrés immédiatement au FNAEG, ils ont permis 8 années plus tard d'identifier les deux auteurs, dont leurs profils génétiques venaient de faire l'objet d'un enregistrement au FNAEG pour des faits délictueux. Le service départemental de la police judiciaire des Hauts-de-Seine a pu les interpellé, l'un le 1er octobre 2008, le second le 8 octobre 2009. Ils ont été écroués.

➤ **Bordeaux (33)** : entre le 10 août et le 09 septembre, un vol par effraction était commis dans un appartement. L'analyse de l'A.D.N. retrouvé sur un mégot de cigarette abandonné par l'auteur des faits a permis d'identifier celui-ci. Interpellé le 16 octobre lors d'un contrôle des policiers de la PAF, il a été remis aux policiers de la C.S.P. de Bordeaux. Placé en garde à vue, il a été écroué.

➤ **Beauchamps (95)** : un vol avec arme et violences était commis le 11 octobre 2009 au préjudice d'un couple de bijoutiers. L'analyse d'une trace biologique relevée sur une cagoule retrouvée dans un véhicule volé et abandonné par le malfaiteur a permis de l'identifier. Le 14 octobre, cet individu a été interpellé par l'antenne de Cergy de la D.R.P.J. de Versailles, puis écroué.

➤ **Albert (80)** : le 8 avril, les gendarmes constataient 9 tentatives ou vols par effraction dans des résidences. L'exploitation génétique d'une trace découverte sur un mégot de cigarette permettait de confondre un individu. Interpellé le 8 octobre, il reconnaissait les faits ainsi que d'autres commis le 1er avril à Albert. Il a été écroué.

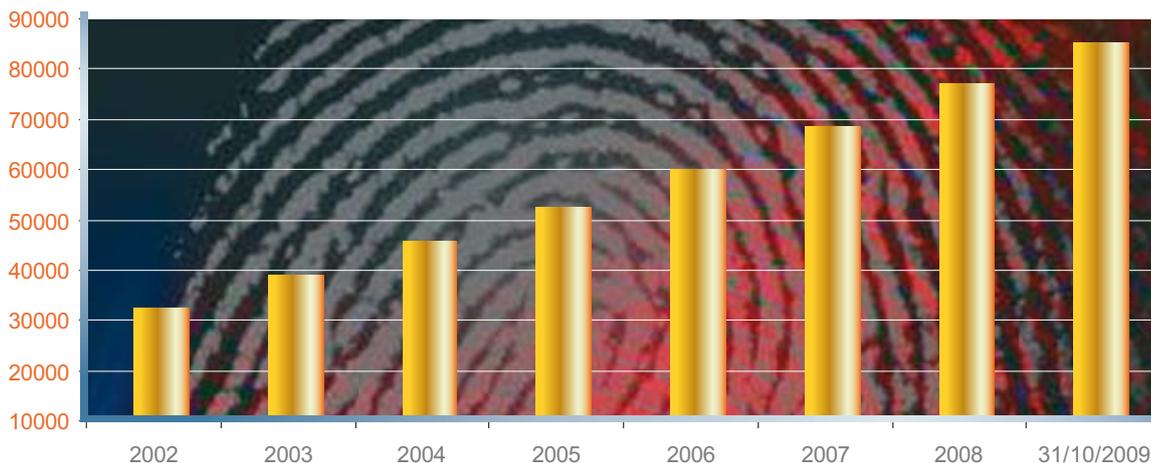
➤ **Riom (63)** : en février 2009 plusieurs vols avec effraction et tentatives étaient commis dans des commerces. L'analyse de traces de sang relevées sur certains lieux a permis d'identifier un individu dont la présence dans les secteurs au moment des faits était confirmée par la géo localisation de son téléphone. Le 5 octobre, il a été interpellé par la B.S.U. locale puis écroué.

Le fichier automatisé des empreintes digitales (F.A.E.D.)

En octobre, 71.130 nouvelles fiches décadacltylares ont été saisies au FAED, portant le total des individus enregistrés à plus de 3,410 millions.

Dans le même temps, les interrogations de la base ont permis de résoudre 956 affaires en identifiant 1.984 traces correspondant à 1.026 individus et de détecter 8.927 fausses identités.

Evolution cumulée des affaires résolues grâce au FAED



Illustrations :

➤ **Sèvres (92)** : le 29 décembre 2008 un cambriolage était perpétré dans un restaurant d'entreprise. L'analyse d'une trace papillaire a permis au service départemental de police judiciaire des Hauts-de-Seine d'identifier l'auteur. Interpellé par la CSP de Fontenay-le-Fleury (78), six autres vols dans des restaurants de la même enseigne lui ont été imputés. Il a été écroué.

➤ **Chambéry (73)** : le 29 octobre 2009, la vitrine d'un magasin informatique était brisée à l'aide d'un véhicule bélier et des ordinateurs étaient dérobés. Les traces papillaires relevées ont permis d'identifier un individu, qui a été interpellé le lendemain même à son domicile. Durant sa garde à vue, il donnait le nom de ses deux complices mineurs. Le majeur a été écroué.

➤ **Carry le Rouet (13)** : le 27 mars, un vol avec effraction était commis dans une résidence. L'exploitation de la trace papillaire relevée sur les lieux a permis l'identification d'un individu, interpellé par les gendarmes. Placé en garde à vue, il reconnaissait les faits. L'auteur a été écroué.

➤ **Paris** : le 13 avril, un homme était agressé violemment et séquestré afin de lui dérober son véhicule et sa carte bancaire. Les analyses de l'empreinte digitale retrouvée sur l'arme blanche ayant servie à l'agression ont permis au 3ème district de police judiciaire d'identifier l'auteur qui a été interpellé début octobre. Un autre fait similaire commis au mois de mars lui a été imputé. Il a été écroué.

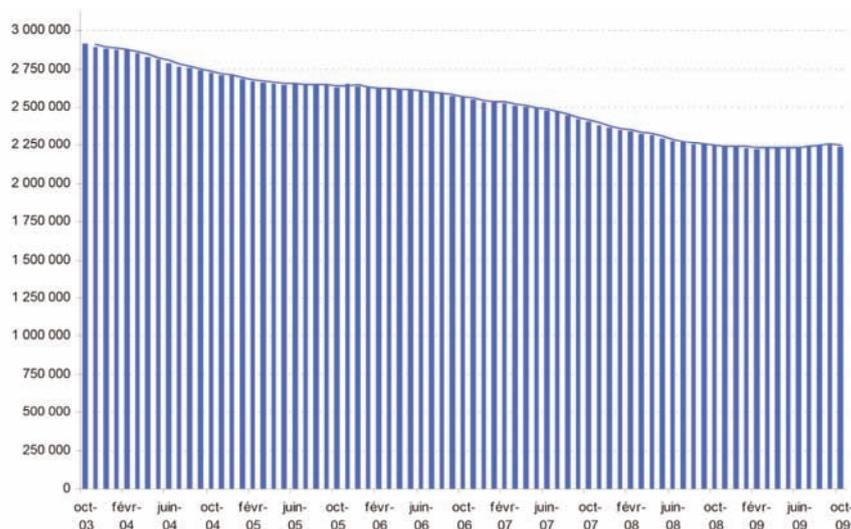
➤ **Lille (59)** : une tentative de vol à main armée était commise le 22 septembre dans une agence bancaire de Lille, à l'aide d'un véhicule volé retrouvé peu après. Les traces papillaires et ADN relevées dans le véhicule ont confirmé l'identité des auteurs, identifiés au préalable par l'exploitation de la vidéoprotection de l'agence. Interpellés le 5 octobre par la D.I.P.J de Lille, les auteurs ont été écroués.

Des informations complémentaires sont accessibles sur www.inhes.interieur.gouv.fr/bulletin_mensuel-h151.html pour l'évolution de la délinquance et sur www.interieur.gouv.fr pour l'activité des services de police et de gendarmerie.

**LES ÉVOLUTIONS MENSUELLES
DES ATTEINTES AUX BIENS
DES ATTEINTES VOLONTAIRES À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE
ET DES ESCROQUERIES ET INFRACTIONS
ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES**

LES ÉVOLUTIONS MENSUELLES DES ATTEINTES AUX BIENS

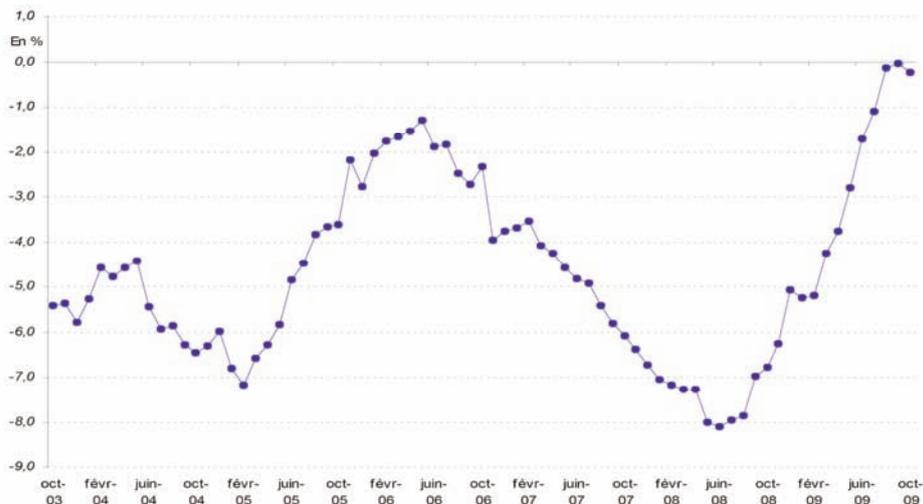
Graphique 2.a : Les faits constatés d'atteintes aux biens sur 12 mois glissants d'octobre 2003 à octobre 2009



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND.

Note de lecture : L'échelle des graphiques 2.a, 3.a et 4.a diffère selon le total de faits constatés sur 12 mois de l'indicateur correspondant.

Graphique 2.b : Les variations du nombre de faits constatés d'atteintes aux biens sur 12 mois glissants d'octobre 2003 à octobre 2009



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND.

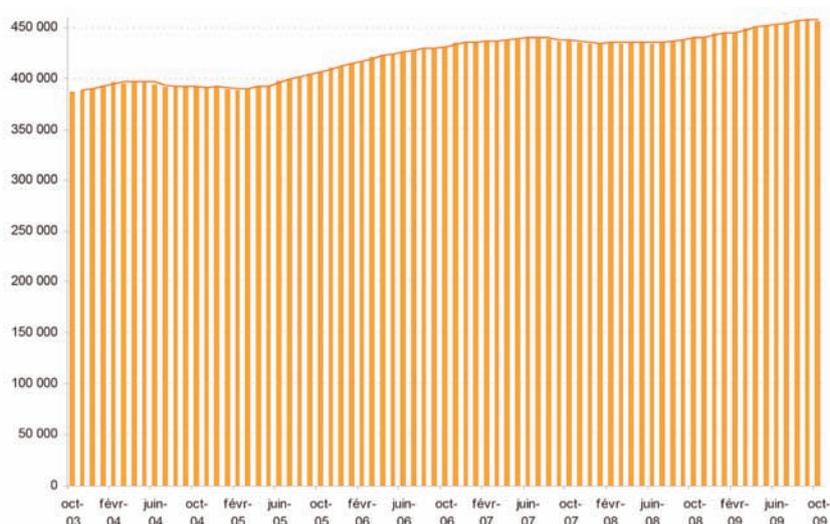
Tableau 1 : Les faits constatés d'atteintes aux biens en octobre 2009 sur 12 mois glissants.

	Faits constatés entre novembre 2007 et octobre 2008	Faits constatés entre novembre 2008 et octobre 2009	Variation (en %)
Atteintes aux biens	2 245 797	2 240 776	- 0,2
Vols	1 804 712	1 821 381	+ 0,9
Vols sans violence	1 699 529	1 708 446	+ 0,5
Dont			
Vols liés aux véhicules à moteur	642 648	633 507	- 1,4
Cambriolages	294 599	313 025	+ 6,3
Vols simples contre particuliers (hors vols liés aux véhicules à moteur)	583 395	586 660	+ 0,6
Vols avec violences	105 183	112 935	+ 7,4
Destructions et dégradations	441 085	419 394	- 4,9

Source : État 4001 mensuel, DCPJ

LES ÉVOLUTIONS MENSUELLES DES ATTEINTES VOLONTAIRES À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE

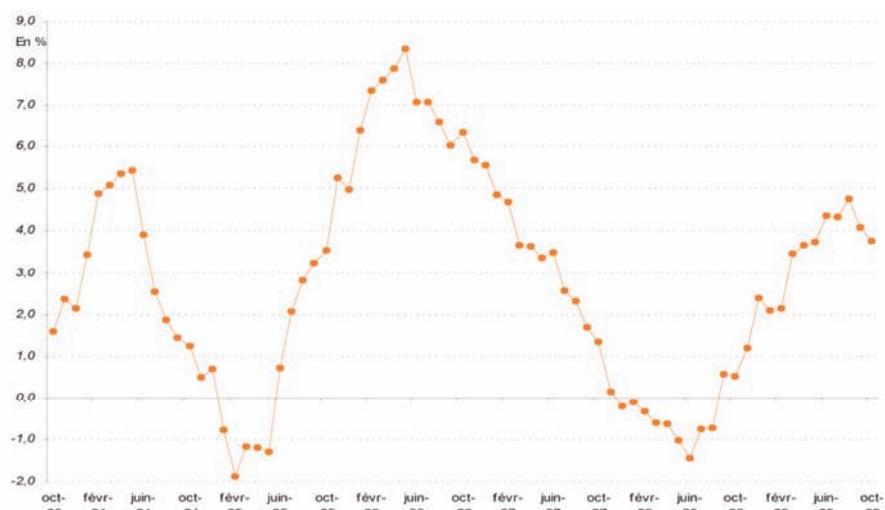
Graphique 3.a : Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique sur 12 mois glissants d'octobre 2003 à octobre 2009.



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND.

Note de lecture : L'échelle des graphiques 2.a, 3.a et 4.a diffère selon le total de faits constatés sur 12 mois de l'indicateur correspondant.

Graphique 3.b : Les variations du nombre de faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique sur 12 mois glissants d'octobre 2003 à octobre 2009



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND.

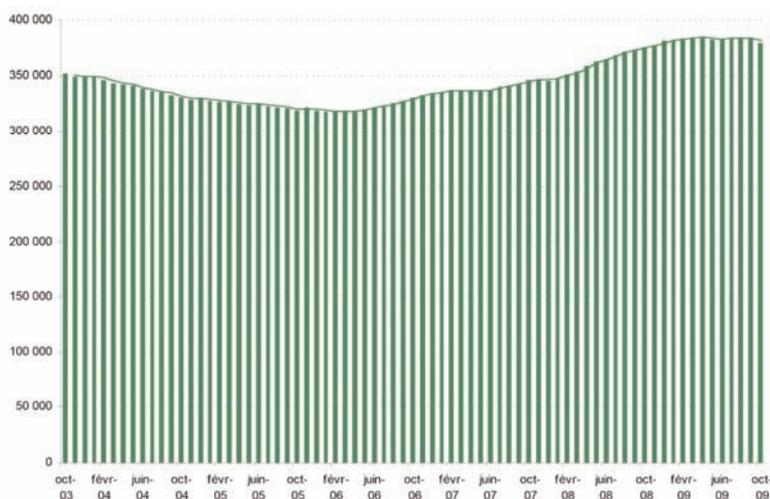
Tableau 2 : Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique en octobre 2009 sur 12 mois glissants

	Faits constatés entre novembre 2007 et octobre 2008	Faits constatés entre novembre 2008 et octobre 2009	Variation (en %)
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	439 284	455 768	+ 3,8
Violences physiques crapuleuses	105 411	113 093	+ 7,3
Violences physiques non crapuleuses	231 038	239 296	+ 3,6
Violences sexuelles	24 123	23 136	- 4,1
Menaces ou chantages	78 711	80 243	+ 1,9

Source : État 4001 mensuel, DCPJ

LES ÉVOLUTIONS MENSUELLES DES ESCROQUERIES ET INFRACTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

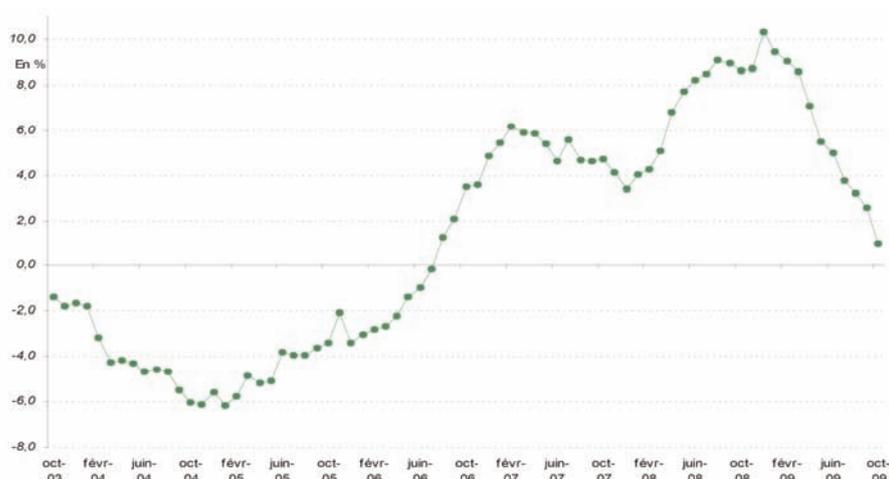
Graphique 4.a : Les escroqueries et infractions économiques et financières sur 12 mois glissants d'octobre 2003 à octobre 2009.



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND.

Note de lecture : L'échelle des graphiques 2.a, 3.a et 4.a diffère selon le total de faits constatés sur 12 mois de l'indicateur correspondant.

Graphique 4.b : Les variations du nombre d'escroqueries et infractions économiques et financières sur 12 mois glissants d'octobre 2003 à octobre 2009.



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND.

Tableau 3 : Les escroqueries et infractions économiques et financières constatées en octobre 2009 sur 12 mois glissants.

	Faits constatés entre novembre 2007 et octobre 2008	Faits constatés entre novembre 2008 et octobre 2009	Variation (en %)
Escroqueries et infractions économiques et financières	375 655	379 359	+ 1,0
Délinquance astucieuse	348 856	354 095	+ 1,5
<i>dont</i>			
<i>Escroqueries et abus de confiance</i>	208 636	221 168	+ 6,0
<i>Falsifications et usages de chèques volés</i>	68 155	62 334	- 8,5
<i>Falsifications et usages de cartes de crédit</i>	53 990	51 902	- 3,9
Infractions économiques et financières	26 799	25 264	- 5,7

Source : État 4001 mensuel, DCPJ

LE NOMBRE MENSUEL DE FAITS CONSTATÉS D'ATTEINTES AUX BIENS DE NOVEMBRE 2007 À OCTOBRE 2009

En octobre 2007, les données mensuelles reçues par l'OND et portant sur les faits constatés en septembre 2007 ont fait apparaître une forte différence du nombre de faits constatés d'atteintes aux biens exprimé en moyenne journalière avec les chiffres du même type précédemment observés. L'OND a consacré un chapitre à caractère méthodologique à cette question dans le bulletin mensuel publié à l'époque et dans les bulletins des mois suivants. Décembre 2007 s'est à nouveau avéré atypique quant au nombre moyen de faits constatés d'atteintes aux biens enregistrés par jour.

Cet indicateur statistique permet de déterminer si un mois donné se singularise fortement de ceux qui l'ont précédé. Il a été publié dans les bulletins mensuels de l'OND jusqu'en mai 2008. A cette date, les statistiques des mois de janvier à avril 2008 étaient venues confirmer que septembre et décembre 2007 se distinguaient fortement des mois précédents et des mois suivants.

L'une des causes possibles d'un nombre de faits constatés jugé par l'OND trop faible par rapport aux éléments de comparaison dont il dispose est la présence en fin de mois d'un week-end, voir d'un week-end prolongé comme ce fut le cas en mai 2004. L'OND a expliqué les conséquences possibles d'une telle situation sur l'exhaustivité de la collecte dans l'article « *Les chiffres mensuels de la criminalité et de la délinquance enregistrés dans l'état 4001* » qui est paru en mars 2005, dans son premier rapport annuel. Si les faits constatés en fin de mois ne peuvent pas être enregistrés en début de mois suivant avant la clôture au sens statistique du terme des chiffres du mois précédent, ils ne peuvent pas être pris en compte dans le total du mois où ils ont été constatés. Ils le sont dans le suivant.

Tout jour de saisie manquant a deux conséquences : il entraîne une sous-estimation du nombre de faits constatés pour le mois auquel il appartient et une sur-estimation pour le mois suivant. Ces deux phénomènes conduisent à des ruptures de séries lorsqu'on compare les statistiques dans le temps, notamment si l'année précédente ou l'année suivante, la collecte n'a pas connu de problème d'exhaustivité⁷. Les faits constatés d'atteintes aux biens ont connu une forte accélération à la baisse au second semestre 2007 : elle est passée de - 4,8 % sur 12 mois en juin 2007 à - 6,7 % sur 12 mois en décembre 2007. Puis en 2008, lorsque des mois plus conformes à ce qui était observé par ailleurs ont remplacé les mois atypiques de la fin 2007 dans la période de 12 mois étudiée, le rythme de la baisse s'est fortement ralenti à son tour : il est passé de - 8,1 % sur 12 mois en juin 2008 à - 5,1 % sur 12 mois en décembre 2008.

En janvier 2009, 176 585 faits constatés d'atteintes aux biens ont été enregistrés par la police et la gendarmerie, soit moins de 5 700 faits constatés en moyenne journalière au cours de ce mois qui compte 31 jours (*tableau a*). Ce nombre est en baisse de 7,5 % par rapport à ce qu'il était en janvier 2008, soit 6 160 atteintes aux biens enregistrées par jour. Pour la première fois, en dehors du mois d'août 2008, moins de 5 800 atteintes aux biens ont été constatées par jour sur un mois. En septembre 2007, c'est une moyenne de 5 813 faits par jours qui avait alerté l'OND.

Dans un contexte de baisse régulière du nombre de faits constatés d'atteintes aux biens (en moyenne par jour, il est passé de 6 408 entre mars 2007 et février 2008 à 6 091 entre mars 2008 et février 2009, soit - 5 %) la baisse d'un mois de janvier à l'autre n'est pas d'une intensité inédite. En revanche, en comparaison des nombres moyens des autres mois, janvier se distingue. Le mois d'août est considéré à part car, par le passé, en 2004 par exemple, il est arrivé que le nombre moyen soit bien plus faible qu'au cours des autres mois, même si ce n'est pas systématique.

En fait, c'est l'enchaînement décembre 2008 et janvier 2009 en comparaison des mêmes mois de l'année précédente qui suscite des interrogations. En effet, comme cela avait été signalé dès janvier 2008, le nombre moyen de faits constatés en décembre 2007 avait été particulièrement bas pour l'époque, soit 5 815 faits constatés par jour. Or, le mois de décembre 2007 s'est terminé un lundi précédent le nouvel an férié, ce qui forme un week-end prolongé ayant commencé le samedi 30 décembre. On peut donc

(7) Le choix de l'OND de présenter des indicateurs sur 12 mois glissants permet de limiter les effets d'un mois atypique. A ce sujet, on rappelle que certains de ces mois sont dus à des causes n'ayant pas de rapport avec les questions d'exhaustivité de collecte comme le mois de novembre 2005 ou le mois d'avril 2006, qui ont été marqués par des événements d'ampleur nationale (les émeutes de l'automne 2005 et les manifestations du printemps 2006).

supposer que plusieurs jours de saisie se sont reportés de décembre 2007 à janvier 2008. Cela expliquerait la faiblesse relative du nombre moyen de faits constatés par jour en décembre 2007.

L'année 2008 s'est terminée un mercredi, ce qui ne crée pas de perturbations dans la collecte des statistiques des derniers jours de décembre. Le nombre de faits constatés d'atteintes aux biens s'est alors établi à 6 095, soit un niveau très proche de la moyenne de 2008. Cependant en comparaison d'un mois de décembre 2007, sans doute tronquée de plusieurs jours, le nombre de faits constatés d'atteintes aux biens en décembre 2008 est en hausse de 4,8 %. L'OND considère donc cette hausse comme une conséquence du calendrier de collecte. Celui-ci a été présenté dans le bulletin mensuel de l'OND de janvier 2009⁸ paru en février comme la cause probable du nombre moyen observé en janvier 2009, mois dont les derniers jours ont été un vendredi 30 et un samedi 31, ce qui peut perturber la saisie d'au moins deux jours de faits constatés sur 31.

Tableau a : Le nombre mensuel de faits constatés d'atteintes aux biens de novembre 2007 à octobre 2009 exprimé en nombre moyen de faits constatés par jour

Mois d'enregistrement	Nombre de faits constatés d'atteintes aux biens	Nombre de Jours	Nombre moyen de faits constatés par jour	Mois d'enregistrement	Nombre de faits constatés d'atteintes aux biens	Nombre de Jours	Nombre moyen de faits constatés par jour	Variations du nombre moyen de faits constatés par jour (en %)
Novembre 2007	190 537	30	6 351	Novembre 2008	179 553	30	5 985	-5,8
Décembre 2007	180 260	31	5 815	Décembre 2008	188 946	31	6 095	4,8
Janvier 2008	190 968	31	6 160	Janvier 2009	176 802	31	5 703	-7,4
Février 2008	178 657	29	6 161	Février 2009	172 844	28	6 173	0,2
Mars 2008	188 007	31	6 065	Mars 2009	193 097	31	6 229	2,7
Avril 2008	186 951	30	6 232	Avril 2009	189 440	30	6 315	1,3
Mai 2008	196 340	31	6 334	Mai 2009	193 958	31	6 257	-1,2
Juin 2008	196 426	30	6 548	Juin 2009	204 727	30	6 824	4,2
Juillet 2008	199 810	31	6 445	Juillet 2009	206 831	31	6 672	3,5
Août 2008	174 065	31	5 615	Août 2009	179 155	31	5 779	2,9
Septembre 2008	173 662	30	5 789	Septembre 2009	175 644	30	5 855	1,1
Octobre 2008	190 115	31	6 133	Octobre 2009	179 783	31	5 799	-5,4
Novembre 2007 à Octobre 2008	2 245 797	366	6 136	Novembre 2008 à Octobre 2009	2 240 776	365	6 139	0,0

Source : Etat 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir des données mensuelles définitives, OND.

Selon l'hypothèse faite dans le bulletin mensuel portant sur le mois de janvier 2009, le mois de février suivant devait subir le contre coup des jours de saisie manquants de la fin, deux au minimum. Or, avec 172 648 atteintes aux biens enregistrées en 28 jours, on obtient un nombre moyen de 6 166 faits constatés par jour (tableau a), qui est stable par rapport à février 2008. Puis en mars 2009, 192 880 atteintes aux biens ont été constatées, soit 6 222 faits constatés par jour. Ce dernier est en hausse de 2,6 % par rapport à mars 2008. Au regard des valeurs observées depuis janvier 2009, l'OND estime que le niveau d'environ 5 700 faits constatés par jour qui avait suscité des interrogations s'explique en premier lieu par une saisie clôturée trop tôt. Comme le mois de février s'est terminé un samedi, si l'envoi des statistiques mensuelles a été effectué dès lundi 2 mars, il n'était pas alors possible de saisir les faits du vendredi 27 février et du samedi 28. C'est alors le mois de mars, qui lui s'est fini un mardi, qui aurait pu être le plus affecté par le rapport de jour de saisie de la fin janvier.

L'étude des variations des faits constatés sur 12 mois glissants limite les effets des mois atypiques, tout autant ceux pour lesquels ils manquent des jours de saisie que ceux qui sont abondés des jours manquants du mois précédents. En effet, chaque mois, la période étudiée ne varie que d'un mois sur 12. Cependant, comme on peut le voir au graphique 1b, en décembre 2008 et janvier 2009, on observe deux mouvements successifs qui peuvent créer des confusions. La série de taux de variations dont on dispose, - 6,3 % sur 12 mois en novembre 2008, - 5,1 % en décembre puis - 5,3 % en janvier 2009, pourrait suggérer un fort ralentissement de la baisse en décembre qui n'aurait pas d'effet durable au regard du taux observé en janvier. En fait, la tendance qui apparaît depuis juin, qui conduit à un ralentissement de la baisse, a connu une forte accélération en décembre en raison, selon l'hypothèse de l'OND, des jours de saisies manquant fin 2008. Le chiffre de janvier 2009, subirait quant à lui le contre coup des jours reportés fin 2008 et de ses propres jours manquant. C'est pourquoi dans son commentaire,

(8) Voir http://www.inhes.interieur.gouv.fr/fichiers/OND_BulletinMensuel_fevrier09.pdf

l'OND replace le taux de variations de janvier et février 2009 dans l'évolution depuis 12 mois sans s'intéresser aux variations par rapport à décembre, qu'il considère comme résultant avant tout du calendrier de collecte.

Il en est de même en mars, où un fort ralentissement apparaît : le taux de variations sur 12 mois glissants est passé de - 5,2 % en février à - 4,3 % en mars. Toujours selon l'hypothèse de l'OND, le mouvement de ralentissement qui en cours se poursuit mais dans doute sans tel à coup de février à mars.

Pour éviter ces soucis de continuité des indicateurs, l'OND rappelle qu'il préconise de laisser en début de mois suivant deux à trois jours aux agents de saisie pour clôturer le mois précédent. La période actuelle souligne d'autant plus les effets perturbateurs des mois incomplets que des mois très récents décembre et janvier puis mars ont été au cours des 12 derniers mois ou des 12 mois auxquels ceux sont comparés, soit des mois tronqués (décembre 2007 et janvier 2009), soit des mois avec report des jours de saisie du mois précédent (janvier 2008 et mars 2009) ou encore des mois non perturbés comparés à des mois qui l'ont été (mars et décembre 2008). Cela se traduit par trois évolutions du nombre moyen de faits constatés par jour très différentes sur ces derniers mois : + 4,8 % entre décembre 2007 et décembre 2008, - 7,5 % entre janvier 2008 et janvier 2009, + 0,1 % entre février 2008 et février 2009 puis + 2,6 % entre mars 2008 et mars 2009. Un calendrier de saisie visant à minimiser les jours reportés aurait sans doute conduit à des taux de variations mensuelles plus homogènes.

Compléments sur le mois d'octobre 2009

Depuis le mois de juillet 2009, le bulletin mensuel de l'OND ne comportait plus le texte ci-dessus qui décrivait le nombre moyen de faits constatés d'atteintes aux biens par jour aux mois de décembre 2008 et janvier 2009 en comparaison des mois de décembre 2007 et janvier 2008.

Le nombre de faits constatés d'atteintes aux biens enregistrés en octobre 2009, soit un peu moins 5 800 faits par jour, conduit à nouveau à s'interroger sur la comparabilité des données mensuelles. Rétrospectivement, le nombre de faits constatés en juin 2009, soit 6 824 faits par jour, apparaît lui aussi comme atypique. On sait que ce mois qui clôture le semestre permet de passer des données mensuelles provisoires aux données définitives en tenant compte de faits ouverts durant le semestre qui n'avaient pas été enregistrés jusque là. Le volume de faits constatés en juin est sans doute, en partie, lié à des considérations de fonctionnement de l'outil d'enregistrement des crimes et délits.

Les données mensuelles des mois de juillet, août et septembre 2009 s'inscrivaient grossièrement dans la continuité des mêmes mois de l'année précédente. Les nombres de faits constatés par jour d'atteintes aux biens ont été élevés en juillet, 6 445 en 2008 et 6 672 en 2009, alors qu'ils se situaient à des niveaux bien plus faibles en août (5 615 en 2008 et 5 779 en 2009) et en septembre (5 789 en 2008 et 5 855 en 2009), sachant que la moyenne sur les deux dernières périodes de 12 mois est voisine de 6 140 faits constatés par jour.

En octobre 2009, 179 783 faits d'atteintes aux biens ont été enregistrés par la police et la gendarmerie, soit 5 799 en moyenne sur 31 jours. Si ce nombre moyen ne se différencie pas de ceux des mois précédents, d'août et septembre 2009, il est en forte baisse par rapport à octobre 2008, mois au cours duquel plus de 190 000 atteintes aux biens avaient été enregistrées, soit 6 133 par jour. La baisse de 5,4 % de ce nombre d'un mois d'octobre à l'autre est la seconde baisse mensuelle de plus de 5 % après celle de janvier 2009 qui avait nécessité de revenir sur cette question de la continuité des statistiques mensuelles sur les faits constatés.

Le mois d'octobre 2008 s'est terminé un vendredi ce qui signifie que seuls les faits constatés ce jour là devaient nécessairement être saisis le mois suivant (à partir du lundi 3 novembre 2008). En 2009, les faits enregistrés le vendredi 30 et le samedi 31 n'ont pu être saisis qu'à partir du lundi 2 novembre. Comme ces deux mois ont commencé un jour de milieu de semaine (mercredi 1 octobre 2008 et jeudi 1^{er} octobre 2009), on peut considérer que pour une journée au moins la période de saisie des faits constatés en octobre 2009 a été plus courte que celle d'octobre 2008.

Cela conduit l'OND à renouveler son souhait de voir les données mensuelles clôturées à la fin de la saisie de tous les faits datés du mois précédent pour éviter les distorsions de comparaison, même si cette clôture intervient le 3 ou le 4 du mois suivant.

LES FAITS CONSTATÉS D'INFRACTIONS RÉVÉLÉES PAR L'ACTION DES SERVICES ET EN PARTICULIER D'INFRACTIONS À LA LÉGISLATION SUR LES ÉTRANGERS DE NOVEMBRE 2008 À OCTOBRE 2009

Depuis le bulletin de février 2008⁹ portant sur la période de 12 mois allant de décembre 2007 à janvier 2008, l'OND présente les évolutions mensuelles des faits constatés d'infractions révélées par l'action des services sur 12 mois glissants à l'aide d'un tableau récapitulatif unique portant sur les 24 derniers mois (tableau b).

Pour ce quatrième indicateur, il était apparu que l'analyse du taux de variation du nombre de faits constatés sur 12 mois glissants qui permet de déterminer des phases d'accélération, de ralentissement ou de stabilité n'est pas encore envisageable. On a observé des irrégularités dans les taux de variation entre le dernier mois et le premier mois de certains semestres, et encore dernièrement entre décembre 2008 et janvier 2009, que l'OND attribue au mode de collecte.

Ainsi, alors qu'en décembre 2008, le nombre de faits constatés d'infractions révélées par l'action des services était en hausse de 8,6 % sur 12 mois, ce taux se situe à + 6,2 % sur 12 mois en janvier 2009, soit une différence de près de 2,5 points concernant deux périodes comparées ayant 11 mois en commun.

De façon provisoire, l'OND en a donc conclu que les faits constatés d'infractions révélées par l'action des services ne se prêtent pas au suivi dans le temps du taux de variations sur 12 mois glissants. Cette situation pourrait évoluer si lors de plusieurs semestres consécutifs, on ne devait plus observer d'irrégularités des taux de variations en début de semestre.

Tableau b : Les faits constatés d'infractions révélées par l'action des services en octobre 2009 sur 12 mois glissants

	De novembre 2007 à octobre 2008	De novembre 2008 à octobre 2009	Variations (en %)
Infractions révélées par l'action des services	384 338	376 601	- 2,0
Infractions à la législation sur les stupéfiants	175 945	176 569	+ 0,4
dont Usages de stupéfiants	137 549	142 063	+ 3,3
Infractions à la police des étrangers	102 062	96 586	- 5,4
Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers	91 817	86 448	- 5,8
Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers	4 414	4 451	+ 0,8
Autres infractions à la police des étrangers	5 831	5 687	- 2,5
Autres infractions révélées par l'action des services	106 331	103 446	- 2,7

Source : Etat 4001 mensuel, DCPI ; Révision à partir de l'état 4001 annuel, OND

Entre novembre 2008 et octobre 2009, 376 601 infractions révélées par l'action des services ont été enregistrées, soit 2 % de moins qu'au cours des 12 mois précédents (- 7 737 faits constatés). Près de 47 % de ces faits sont des infractions à la législation sur les stupéfiants (ILS). Environ 176 600 infractions de cette nature ont été enregistrées au cours des 12 derniers mois, dont 142 063 usages de stupéfiants. Ces derniers représentent 37,7 % des infractions révélées par l'action des services. Sur 12 mois, les faits d'ILS sont en hausse de 0,4 % (+ 624 faits constatés), sachant que les usages augmentent de 3,3 % (+ 4 514 faits constatés).

Les infractions à la législation sur les étrangers

Moins de 96 600 faits constatés d'infractions à la législation sur les étrangers (ILE) ont été enregistrées entre novembre 2008 et octobre 2009. Ce nombre est en baisse de 5,4 % sur ces 12 mois (soit - 5 476 faits constatés). Plus du quart des faits constatés d'infractions révélées par l'action des services sont des ILE, 25,6 % précisément.

Les infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers forment la plus grande partie des faits d'ILE enregistrés. Un peu plus de 86 400 d'entre elles ont été constatées au cours des 12 derniers mois, soit 23 % des infractions révélées par l'action des services. Ce nombre est en baisse de 5,8 % sur 12 mois (soit - 5 369 faits constatés).

(9) Voir http://www.inhes.interieur.gouv.fr/fichiers/OND_BulletinMensuel_fev08.pdf



LES ANNEXES

LES INDEX DE L'ÉTAT 4001 AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS

Index	Infraction	MOIS ANNÉE PRÉCÉDENTE*	MOIS EN COURS*	12 MOIS PRÉCÉDENTS*	12 DERNIERS MOIS*
		Octobre 2008	Octobre 2009	De novembre 2007 à octobre 2008	De novembre 2008 à octobre 2009
35	Vols d'automobiles	10 929	10 678	132 236	128 906
37	Vols à la roulotte	24 834	23 679	291 228	289 208
38	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	11 559	10 873	139 107	134 679
36	Vols de véhicules motorisés à 2 roues	7 380	6 861	79 692	80 403
34	Vols de véhicules de transport avec fret	27	22	385	311
27	Cambriolages de locaux d'habitations principales	12 321	11 678	147 532	166 134
28	Cambriolages de résidences secondaires	1 132	1 101	14 481	15 384
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	5 576	5 793	70 732	70 636
30	Cambriolages d'autres lieux	4 868	4 519	61 854	60 871
31	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	781	727	9 546	9 229
32	Vols à la tire	7 583	7 294	88 685	88 159
42	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	16 368	15 891	192 379	194 980
43	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	26 193	25 506	302 331	303 521
33	Vols à l'étalage	5 652	5 761	61 910	68 184
39	Vols simples sur chantier	1 620	1 435	17 843	15 265
40	Vols simples sur exploitations agricoles	661	618	7 621	6 877
41	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	7 127	6 431	81 968	75 699
62	Incendies volontaires de biens publics	463	460	5 537	5 694
63	Incendies volontaires de biens privés	3 070	3 304	36 147	39 639
64	Attentats à l'explosif contre des biens publics	3	2	58	38
65	Attentats à l'explosif contre des biens privés	5	11	133	98
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	3 587	3 357	44 911	43 238
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	11 707	10 069	143 489	137 252
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	17 517	14 285	210 810	193 436
15	Vols à main armée contre des établissements financiers	20	38	432	427
16	Vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	277	262	3 256	4 251
17	Vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	3	4	32	29
18	Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	50	57	568	668
19	Autres vols à main armée	129	121	1 465	1 777
20	Vols avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	61	81	829	1 106
21	Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	45	46	588	657
22	Autres vols avec armes blanches	626	617	7 302	7 355
23	Vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	60	70	840	907
24	Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	122	105	1 346	1 430
25	Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	3 595	3 719	41 149	43 823
26	Vols violents sans arme contre d'autres victimes	4 165	4 308	47 375	50 503
2	Homicides pour voler et à l'occasion de vols	1	3	27	32
4	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	3	6	63	44
1	Règlements de compte entre malfaiteurs	11	0	121	60
8	Prises d'otages à l'occasion de vols	3	4	18	22
7	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	17 001	16 702	185 836	193 004
3	Homicides pour d'autres motifs	58	32	657	553
5	Tentatives homicides pour d'autres motifs	89	67	1 004	908
51	Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	3	8	47	57
6	Coups et blessures volontaires suivis de mort	20	12	170	151
9	Prises d'otages dans un autre but	0	1	16	21
10	Séquestrations	167	183	2 039	2 056
52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	1 509	1 557	15 350	16 052

73	Violences à dépositaires autorité	2 285	2 230	25 920	26 493
46	Viols sur des majeur(e)s	378	401	4 669	4 487
47	Viols sur des mineur(e)s	533	433	5 603	5 317
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	459	414	5 150	5 109
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	773	715	8 702	8 223
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	862	802	9 466	9 475
12	Menaces ou chantages dans un autre but	6 451	6 217	69 245	70 768
91	Escroqueries et abus de confiances	20 103	17 888	208 636	221 168
89	Falsifications et usages de chèques volés	6 238	5 874	68 155	62 334
90	Falsifications et usages de cartes de crédit	4 723	4 180	53 990	51 902
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	153	167	1 780	1 816
88	Contrefaçons littéraires et artistiques	29	18	259	278
84	Faux en écriture publique et authentique	207	206	2 193	2 141
85	Autres faux en écriture	593	597	6 471	6 451
86	Fausse monnaie	158	137	1 960	1 980
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	185	161	1 943	1 768
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	52	33	503	392
102	Achats et ventes sans factures	40	32	366	357
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	134	95	1 274	1 286
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	195	180	2 051	2 037
105	Fraudes fiscales	84	67	871	738
106	Autres délits économiques et financiers	248	234	3 055	2 925
92	Infractions à la législation sur les chèques	718	702	7 451	8 118
44	Recels	4 246	3 451	41 771	37 921
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	596	577	6 023	6 030
56	Usage revente de stupéfiants	1 984	1 696	18 675	18 175
57	Usage de stupéfiants	13 428	13 667	137 549	142 063
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	1 342	590	13 698	10 301
69	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers	8 229	7 162	91 817	86 448
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers	408	422	4 414	4 451
71	Autres infractions à la police des étrangers	490	503	5 831	5 687
74	Port ou détention armes prohibées	2 880	3 051	29 820	32 200
81	Faux documents d'identité	743	591	8 123	7 367
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	286	268	3 234	3 238
83	Autres faux documents administratifs	362	290	3 602	3 571
93	Travail clandestin	1 020	931	10 996	10 212
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	356	258	3 313	3 103
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	33	26	388	352
59	Délits de débits de boissons et infraction à la réglementation sur l'alcool et le tabac	76	94	814	889
76	Délits des courses et des jeux	9	22	182	177
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	21	15	263	220
79	Atteintes à l'environnement	228	206	2 265	2 541
80	Chasse et pêche	95	150	1 115	1 219
45	Proxénétisme	51	49	445	436
50	Atteintes sexuelles	1 306	1 307	15 824	14 945
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	3 096	2 665	32 828	31 760
14	Violations de domicile	712	689	7 787	7 894
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	2 325	2 125	25 644	26 062
54	Non versement de pension alimentaire	1 332	1 296	14 245	14 784
72	Outrages à dépositaires autorité	2 937	2 641	31 688	30 724
60	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	47	64	545	601
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	30	17	284	248
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	77	77	613	721
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	236	174	2 526	2 495
107	Autres délits	8 512	7 490	93 821	92 171
1 à 107	Tous faits constatés	312 069	292 705	3 550 998	3 548 306

Source : État 4001 mensuel, DCPJ, Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

* Toutes les données mensuelles ont été révisées selon la méthode de réaffectation proportionnelle appliquée par l'OND à partir du premier bulletin de l'année 2007 (celui publié en février 2007). Cette méthode consiste à répartir sur chaque mois d'un semestre la différence entre les données définitives et provisoires de chaque semestre proportionnellement au nombre de jours du mois dans le semestre.

TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES DE L'ÉTAT 4001

Les faits constatés enregistrés en octobre 2009

	Octobre 2009	Cumul 2009 (janvier à octobre 2009)	Cumul 12 derniers mois (de novembre 2008 à octobre 2009)
Total des faits constatés	292 705	2 965 088	3 548 306
Atteintes aux biens	179 783	1 872 281	2 240 776
Dont vols avec violences¹⁰	9 428	93 355	112 935
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	39 215	381 403	455 768
Escroqueries et infractions économiques et financières	31 786	313 501	379 359

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 définitif, OND

Les faits constatés enregistrés en octobre 2009

	Octobre 2008	Cumul 2008 (janvier à octobre 2008)	Cumul 12 derniers mois (de novembre 2007 à octobre 2008)
Total des faits constatés	312 069	2 975 114	3 550 998
Atteintes aux biens	190 115	1 874 999	2 245 797
Dont vols avec violences¹⁰	9 153	87 053	105 183
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	39 758	369 304	439 284
Escroqueries et infractions économiques et financières	35 269	315 176	375 655

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 définitif, OND

Variations des 3 indicateurs

	Variations entre Janvier-octobre 2008 et Janvier-octobre 2009 (en %)	Variations sur 12 mois glissants (en %)
Atteintes aux biens	- 0,1	- 0,2
Dont vols avec violences¹⁰	+ 7,2	+ 7,4
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	+ 3,3	+ 3,8
Escroqueries et infractions économiques et financières	- 0,5	+ 1,0

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 définitif, OND

Remarques : l'OND a choisi de présenter les évolutions de ses indicateurs sur 12 mois glissants. C'est la présentation qui rend le mieux compte des évolutions de fond. À titre d'information, il publie une autre comparaison possible : la comparaison des mois de l'année en cours depuis janvier avec les mêmes mois de l'année précédente (les mois de janvier à juin pour le présent bulletin). Le taux de variations du total des faits constatés n'est pas diffusé car il ne peut être interprété en tant que tel.

- (10) Les 3 indicateurs de l'OND s'étudient indépendamment les uns des autres, chacun étant conçu pour mesurer les évolutions d'une forme particulière de délinquance. Or les vols avec violences sont, en tant que vol, des atteintes aux biens et, en tant que violences, des atteintes volontaires à l'intégrité physique. Ils figurent donc dans les deux indicateurs

Les atteintes aux biens

	Faits constatés entre novembre 2007 et octobre 2008	Faits constatés entre novembre 2008 et octobre 2009	Variation (en %)
Atteintes aux biens	2 245 797	2 240 776	- 0,2
Vols	1 804 712	1 821 381	+ 0,9
Vols liés aux véhicules à moteurs	642 648	633 507	- 1,4
dont			
Vols d'automobiles	132 236	128 906	- 2,5
Vols à la roulotte	291 228	289 208	- 0,7
Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	139 107	134 679	- 3,2
Cambriolages et vols avec entrée par ruse	304 145	322 254	+ 6,0
dont			
Cambriolages	294 599	313 025	+ 6,3
Cambriolages de locaux d'habitations principales	147 532	166 134	+ 12,6
Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	70 732	70 636	- 0,1
Vols simples contre particuliers (hors vols liés aux véhicules à moteur)	583 395	586 660	+ 0,6
Vols à la tire	88 685	88 159	- 0,6
Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	192 379	194 980	+ 1,4
Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	302 331	303 521	+ 0,4
Vols simples contre d'autres victimes (hors vols liés aux véhicules à moteur)	169 342	166 025	- 2,0
Vols avec violences	105 183	112 935	+ 7,4
Vols à main armée	5 754	7 153	+ 24,3
Vols avec armes blanches	8 719	9 119	+ 4,6
Vols violents sans arme	90 710	96 663	+ 6,6
Destructions, dégradations	441 085	419 394	- 4,9
dont			
Incendies volontaires	41 684	45 333	+ 8,8
Destructions et dégradations de biens privés (hors attentats, incendies et véhicules privés)	143 489	137 252	- 4,3
Destructions et dégradations de véhicules privés	210 810	193 436	- 8,2

Source : état 4001 mensuel, DCPJ

Les atteintes volontaires à l'intégrité physique

	Faits constatés entre novembre 2007 et octobre 2008	Faits constatés entre novembre 2008 et octobre 2009	Variation (en %)
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	439 284	455 768	+ 3,8
Violences physiques crapuleuses	105 411	113 093	+ 7,3
dont			
Vols avec violences	105 183	112 935	+ 7,4
Vols violents avec armes	14 473	16 272	+ 12,4
Vols violents sans arme	90 710	96 663	+ 6,6
Violences physiques non crapuleuses	231 038	239 296	+ 3,6
dont			
Coups et violences volontaires non mortels	185 836	193 004	+ 3,9
Violences à dépositaires de l'autorité	25 920	26 493	+ 2,2
Violences sexuelles	24 123	23 136	- 4,1
Viols	10 272	9 804	- 4,6
Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles	13 852	13 332	- 3,8
Menaces ou chantages	78 711	80 243	+ 1,9
Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	9 466	9 475	+ 0,1
Menaces ou chantages dans un autre but	69 245	70 768	+ 2,2

Source : état 4001 mensuel, DCPJ

Les faits constatés d'atteintes aux biens enregistrées en octobre 2009 sur 12 mois glissants

Faits constatés d'atteintes aux biens	De novembre 2007 à octobre 2008	De novembre 2008 à octobre 2009	Variations (en %)
France entière	2 298 850	2 294 468	- 0,2
France métropolitaine	2 245 797	2 240 776	- 0,2
Départements et régions d'outre-mer			
Guadeloupe	16 056	16 761	+ 4,4
Martinique	11 699	11 498	- 1,7
Guyane	6 742	7 453	+ 10,5
Réunion	18 556	17 981	- 3,1

Source : état 4001 mensuel, DCPJ

Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrées en France métropolitaine et dans les départements et régions d'outremer en octobre 2009 sur 12 mois glissants

Faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique	De novembre 2007 à octobre 2008	De novembre 2008 à octobre 2009	Variations (en %)
France entière	457 653	476 572	+ 4,1
France métropolitaine	439 284	455 768	+ 3,8
Départements et régions d'outre-mer			
Guadeloupe	5 411	6 146	+ 13,6
Martinique	4 518	4 950	+ 9,6
Guyane	2 674	3 186	+ 19,1
Réunion	5 766	6 522	+ 13,1

Source : état 4001 mensuel, DCPJ

LA MAIN COURANTE

Le dispositif de la main courante est en vigueur sur l'ensemble du territoire français dans les zones de la compétence de la police nationale. Toutefois, deux systèmes coexistent. L'un pour Paris, géré par la préfecture de police (MC PP), et l'autre dans toutes les autres circonscriptions de sécurité publique : la main courante informatisée (MCI). Les nomenclatures sont différentes et ne peuvent donc être agrégées. C'est pourquoi elles seront présentées distinctement.

Les faits mentionnés dans la MCI ne se traduisent pas automatiquement par un fait constaté dans l'état 4001. Si ces faits constituent des crimes et délits, et qu'ils font l'objet de procédure, ils apparaissent alors dans l'état 4001. Mais toutes les procédures établies dans le cadre des faits recensés dans la main courante ne sont pas comptabilisées dans l'état 4001 : procédures établies dans le cadre de délits routiers, de police administrative ou pour l'ensemble des 5 classes de contravention. Les comparaisons avec 2005 (année de généralisation progressive du système) de la main courante informatisée ne permettent pas une analyse stable en volume. Celle-ci sera possible à compter de l'an prochain.

La main courante informatisée (MCI) de la sécurité publique (état 3.1.2)

Octobre 2008		Octobre 2009	
Nombre	% du total	Nombre	% du total

A	ACCIDENTS	1 483	2,16	1 602	2,17
	A01	Accidents corporels de la route	225		229
	A02	Accidents matériels de la route	1 255		1 372
	A11	Accidents ferroviaires corporels	2		0
	A12	Accidents ferroviaires matériels	0		0
	A21	Accidents d'aéronefs corporels	0		0
	A22	Accidents d'aéronefs matériels	0		0
	A31	Accidents fluviaux corporels	0		0
	A32	Accidents fluviaux matériels	1		1

B	ALERTES (bombes,...)	10	0,01	8	0,01
	BAB	Fausse alerte à la bombe	0		1
	BCD	Colis ou enveloppes suspects non explosifs	4		1
	BDE	Découvertes d'engins explosifs	6		5
	BCS	Neutralisations d'engins explosifs	0		1
	BDA	Alertes sur aéronefs (code à usage PAF)	0		0

C	DECOUVERTES DE CADAVRES	16	0,02	11	0,01
	CCR	Homicides volontaires	0		2
	CNA	Morts naturelles	11		7
	CSU	Décès - cause suspecte	3		2
	CAC	Décès - cause accidentelle	2		0

D	DIFFERENDS	34 835	50,63	37 208	50,29
	DF0	Différends familiaux	3 439		3 441
	DF1	Différends entre époux / concubins	7 183		7 599
	DF2	Différends a/s garde des enfants	9 214		9 432
	DF3	Abandons de domicile familial	3 105		3 445
	DHA	Litiges a/s droit de l'urbanisme / habitation	566		609
	DCO	Litiges commerciaux	1 771		2 539
	DTR	Litige a/s droit du travail	1 273		1 318
	DPU	Rixes sur voies / lieux publics	770		701
	DUR	Différends entre usagers de la route	1 255		1 325
	DVO	Différends de voisinage	6 259		6 799

E	EXPLOSIONS		3	0	4	0,01
	EPU	Explosions dans établissements publics	0		3	
	ECI	Explosions dans commerces ou industries	0		0	
	EHA	Explosions dans habitations	3		0	
	EVE	Explosions de véhicules	0		0	
	ELA	Explosions dans autres lieux	0		1	
F	ALIENES		25	0,04	7	0,01
	F00	Hospitalisations volontaires d'aliénés	13		5	
	F01	Hospitalisations d'office d'aliénés	12		2	
G	SUICIDES ET TENTATIVES		35	0,05	34	0,05
	G00	Tentatives de suicide - auteurs majeurs	32		28	
	G01	Tentatives de suicide - auteurs mineurs	1		4	
	G10	Suicides - auteur majeurs	2		2	
	G11	Suicides - auteur mineurs	0		0	
J	OBJETS PERDUS / TROUVES		4 187	6,09	4 683	6,33
	JPO	Pertes de documents officiels	2 983		3 375	
	JAN	Pertes d'animaux	111		99	
	JDV	Pertes d'objets mobiliers	579		695	
	JTR	Objets trouvés	514		514	
I	INCENDIES		100	0,15	124	0,17
	IEP	Incendies dans établissements publics	1		1	
	ICI	Incendies dans commerces / industries	5		2	
	IHA	Incendies dans habitations	10		17	
	IPO	Feux de poubelles	41		55	
	IVA	Incendies de véhicules	27		36	
	ILA	Incendies autres lieux	16		13	
K	CRIMES ET DELITS		17 058	24,79	18 475	24,97
	KDV	Dégradations de véhicules	781		928	
	KDB	Dégradations de biens autres que véhicules	1 007		1 139	
	KDM	Dégradations de mobilier urbain	79		70	
	KDT	Tags	90		58	
	KV0	Vols à main armée	4		5	
	KV1	Vols	2 430		2 545	
	KV2	Vols avec violences	25		47	
	KV3	Vols avec effraction	58		87	
	KV4	Vols de véhicules	171		122	
	KV5	Vols à la roulotte	47		30	
	KV6	Vols à l'étalage	52		42	
	KP0	Coups et blessures	1 818		1 805	
	KP1	Injures - menaces	6 972		7 146	
	KP2	Violences ou outrages à agent investi d'une mission de service public	45		65	
	KF1	Infractions à la législation sur le séjour en France	4		11	
	KF2	Infractions à la législation sur les stupéfiants	41		53	
	KF3	Infractions à la législation sur les professions réglementées	2		5	
	KF4	Infractions à la législation sur le travail	10		9	
	KF5	Ventes à la sauvette	7		6	

KF6	Ports ou détentions d'armes prohibées	13		13	
KA1	Infractions a/s animaux dangereux	70		54	
KR1	C-E-A, C-E-I	14		9	
KR2	Délits de fuite	132		157	
KR3	Autres délits routiers	78		72	
K98	Autres crimes ou délits	3 066		3 965	

M	MALADES		183	0,27	177	0,24
	MVP	Malades - blessés sur la voie publique	55		56	
	M01	Malades - blessés à domicile	35		28	
	M99	Malades - blessés autre lieu	93		93	

N	NUISANCES ET TROUBLES DE L'ORDRE PUBLIC		8 368	12,16	9 151	12,37
	N00	Tapages diurnes	97		152	
	N01	Tapages nocturnes	479		590	
	N02	Raves-parties	2		0	
	N03	Troubles de voisinage	380		401	
	N04	Perturbateurs - indésirables	2 819		2 881	
	N11	Individus - véhicules suspects	880		973	
	N12	Stockages d'armes ou de substances incendiaires	5		5	
	N13	Stockages de stupéfiants	3		3	
	N21	Troubles à l'hygiène ou à la salubrité	71		79	
	N22	Pollutions	9		5	
	N23	Dépôts d'immondices	37		48	
	N30	Coups de feu	14		8	
	N31	Jets de pétards	8		12	
	N32	Jets de projectiles	90		106	
	N33	Jets de substances incendiaires	1		5	
	N40	Divagations d'animaux	210		167	
	N50	Sans domicile fixe	20		15	
	N60	Infractions au stationnement avec verbalisation	24		16	
	N61	Infractions au stationnement avec mise en fourrière	5		6	
	N62	Véhicules abandonnés sur la voie publique	18		26	
	N63	Autres contraventions au code de la route	104		83	
	N70	Stationnements irréguliers de nomades	12		7	
	N80	Ivresses publiques et manifestes	15		5	
	N90	Rodéos automobiles	8		10	
	N98	Contraventions à la police des transports	13		3	
	N99	Nuisances diverses	3 044		3 545	

O	DEGATS (eaux, gaz,...)		9	0,01	22	0,03
	O00	Inondations suite à intempéries ou crues	1		1	
	O01	Inondations suite à fuites	4		9	
	O11	Dégâts suite à éboulements ou effondrements	1		3	
	O12	Dégâts suite à intempéries	1		8	
	O21	Fuites de gaz	2		1	

Q	AFFAIRES DE MŒURS		151	0,22	144	0,19
	Q01	Exhibitions sexuelles	42		46	
	Q10	Prostitution - racolage	3		3	
	Q99	Autres infractions aux mœurs	106		95	

R	PERSONNES RECHERCHEES		2 106	3,06	2 093	2,83
	RAD	Recherches / Découvertes d'aliénés disparus	47		49	
	RAP	Recherches / Découvertes de majeurs disparus	442		396	
	ROP	Ouvertures de portes aux fins de recherches de personnes	6		2	
	REV	Recherches / Découvertes de détenus évadés	1		5	
	RMD	Recherches / Découvertes de mineurs disparus	247		212	
	RMF	Recherches / Découvertes de mineurs en fugue	1 290		1 341	
	RVD	Recherches / Découvertes de personnes âgées disparues	19		37	
	RPT	Découvertes de personnes inscrites au FPR	6		11	
	RPZ	Découvertes de personnes recherchées cadre enquête judiciaire	9		3	
	RMA	Fiches de mise en attention (code spécifique PAF)	13		6	
	RAF	Avis à famille	26		31	

S	ALARMS DANS ETABLISSEMENTS PUBLICS		6	0,01	2	0
	SB0	Fausses alarmes dans établissements bancaires	0		1	
	SB1	Alarmes avec VAMA dans établissements bancaires	0		0	
	SF0	Fausses alarmes à la Banque de France	0		0	
	SF1	Alarmes avec VAMA à la Banque de France	0		0	
	SP0	Fausses alarmes dans établissements de la Poste	1		0	
	SP1	Alarmes avec VAMA dans établissements de la Poste	0		0	
	ST0	Fausses alarmes dans agences Trésor Public	1		0	
	ST1	Alarmes avec VAMA dans agences Trésor Public	0		0	
	SA0	Déclenchements d'alarmes dans les Maisons d'arrêt	1		0	
	SR0	Déclenchements d'alarmes dans des locaux de police	0		0	
	SJ0	Déclenchements d'alarmes dans des tribunaux ou Cours d'Appel)	0		0	
	SS0	Déclenchements d'alarmes dans des Préfectures - Sous-préfectures	3		1	

T	ACCIDENTS DU TRAVAIL		6	0,01	2	0
	TEC	Accidents du travail corporels en entreprises	3		2	
	TEM	Accidents du travail mortels en entreprises	0		0	
	TCC	Accidents du travail corporels sur chantiers	2		0	
	TCM	Accidents du travail mortels sur chantiers	1		0	

V	ALARMS DANS LOCAUX PRIVES		8	0,01	10	0,01
	VL0	Déclenchements intempestifs d'alarmes locales	5		6	
	VL1	Alarmes locales avec effraction	0		1	
	VV0	Fausses alarmes - sociétés de surveillance	2		2	
	VV1	Alarmes société de surveillance avec effraction	1		1	

W	VEHICULES VOLES		17	0,02	19	0,03
	W01	Découvertes de véhicules quatre roues volés	10		14	
	W02	Découvertes de véhicules deux-roues à moteur volés	7		5	
	W03	Découvertes de véhicules mis en surveillance	0		0	

X	DECLARATIONS FANTASISTES		200	0,29	209	0,28
	X01	Déclarations sans suite (absence de faits en cours ou passés)	199		206	
	X02	Déclarations fantaisistes aux fins de guet-apens à AFP	1		3	

TOTAL DES DECLARATIONS RECUES :	68 806	73 985
MOYENNE MENSUELLE :	67 511	72 593
MOYENNE HEBDOMADAIRE :	15 537	16 706
MOYENNE JOURNALIERE :	2 220	2 387
MOYENNE HORAIRE :	92	99

La main courante de la préfecture de police de Paris (MC PP)

	Octobre 2008	Octobre 2009	Cumul 2009
A - ACCIDENTS	92	95	761
Accidents corporels de la route	11	12	145
Accidents matériels de la route	81	83	613
Accidents ferroviaires corporels	0	0	3
Accidents ferroviaires matériels	0	0	0
Accidents d'aéronefs corporels	0	0	0
Accidents d'aéronefs matériels	0	0	0
Accidents fluviaux corporels	0	0	0
Accidents fluviaux matériels	0	0	0
B - ALERTES (bombes,...)	2	2	11
Fausses alertes à la bombe	1	0	0
Colis ou enveloppes suspects non explosifs	1	1	6
Découvertes d'engins explosifs	0	0	2
Neutralisations d'engins explosifs	0	0	2
Alertes sur aéronefs (code à usage PAF)	0	1	1
C - DECOUVERTES DE CADAVRES	5	5	49
Homicides volontaires	0	0	0
Morts naturelles	1	3	35
Décès - cause suspecte	3	2	7
Décès - cause accidentelle	1	0	7
D - DIFFERENDS	2 968	3266	28566
Différends familiaux	260	307	2640
Différends entre époux / concubins	535	609	5398
Différends a/s garde des enfants	465	480	4395
Abandons de domicile familial	220	278	2265
Litiges a/s droit de l'urbanisme / habitation	117	151	1129
Litiges commerciaux	269	279	2525
Litige a/s droit du travail	271	322	2381
Rixes sur voies / lieux publics	78	59	700
Différends entre usagers de la route	111	108	933
Différends de voisinage	642	673	6200

E - EXPLOSIONS	1	0	2
Explosions dans établissements publics	0	0	0
Explosions dans commerces ou industries	0	0	0
Explosions dans habitations	1	0	1
Explosions de véhicules	0	0	0
Explosions dans autres lieux	0	0	1
F - ALIENES	4	2	40
Hospitalisations volontaires d'aliénés	2	2	17
Hospitalisations d'office d'aliénés	2	0	23
G - SUICIDES ET TENTATIVES	7	1	40
Tentatives de suicide - auteurs majeurs	6	0	31
Tentatives de suicide - auteurs mineurs	1	0	4
Suicides - auteur majeurs	0	1	5
Suicides - auteur mineurs	0	0	0
J - OBJETS PERDUS / TROUVES	257	315	2666
Pertes de documents officiels	164	209	1676
Pertes d'animaux	3	4	35
Pertes d'objets mobiliers	58	68	678
Objets trouvés	32	34	277
I - INCENDIES	4	3	36
Incendies dans établissements publics	0	0	1
Incendies dans commerces / industries	0	0	5
Incendies dans habitations	0	2	11
Feux de poubelles	2	1	5
Incendies de véhicules	1	0	5
Incendies autres lieux	1	0	9
K - CRIMES ET DELITS	2 394	2561	24220
Dégradations de véhicules	42	38	359
Dégradations de biens autres que véhicules	62	71	610
Dégradations de mobilier urbain	4	4	51
Tags	9	5	51
Vols à main armée	1	1	6
Vols	300	284	2881
Vols avec violences	4	13	59
Vols avec effraction	8	2	46
Vols de véhicules	8	9	59
Vols à la roulotte	1	0	21
Vols à l'étalage	67	49	710
Grivèleries	1	5	43
Coups et blessures	150	169	1612
Injures - menaces	519	564	5347
Violences ou outrages à agent investi d'une mission de service public	10	5	55
Infractions à la législation sur le séjour en France	5	41	351
Infractions à la législation sur les stupéfiants	454	406	3900
Infractions à la législation sur les professions réglementées	1	0	6
Infractions à la législation sur le travail	1	2	16
Ventes à la sauvette	7	34	241
Ports ou détentions d'armes prohibées	23	34	330
Infractions a/s animaux dangereux	7	3	78
C-E-A, C-E-I	0	1	7
Délits de fuite	3	4	48
Autres délits routiers	14	20	177
Autres crimes ou délits	693	797	7156

M - MALADES	3	7	75
Malades - blessés sur la voie publique	3	2	30
Malades - blessés à domicile	0	1	12
Malades - blessés autre lieu	0	4	33
N - NUISANCES ET TROUBLES DE L'ORDRE PUBLIC	700	775	7463
Tapages diurnes	15	16	233
Tapages nocturnes	157	177	1703
Raves-parties	0	0	1
Troubles de voisinage	65	78	768
Perturbateurs - indésirables	208	234	2163
Individus - véhicules suspects	33	56	421
Stockages d'armes ou de substances incendiaires	0	0	4
Stockages de stupéfiants	0	0	4
Troubles à l'hygiène ou à la salubrité	11	11	60
Pollutions	1	0	2
Dépôts d'immondices	3	0	24
Coups de feu	0	0	2
Jets de pétards	0	1	11
Jets de projectiles	7	8	59
Jets de substances incendiaires	0	0	1
Divagations d'animaux	4	1	31
Sans domicile fixe	2	1	20
Infractions au stationnement avec verbalisation	4	2	11
Infractions au stationnement avec mise en fourrière	0	0	5
Véhicules abandonnés sur la voie publique	0	0	3
Autres contraventions au code de la route	1	3	36
Stationnements irréguliers de nomades	0	0	0
Ivresses publiques et manifestes	1	2	21
Rodéos automobiles	0	1	1
Contraventions à la police des transports	1	2	13
Nuisances diverses	187	182	1866
O - DEGATS (eaux, gaz,...)	3	8	54
Inondations suite à intempéries ou crues	0	0	0
Inondations suite à fuites	2	8	45
Dégâts suite à éboulements ou effondrements	1	0	5
Dégâts suite à intempéries	0	0	3
Fuites de gaz	0	0	1
Q - AFFAIRES DE MŒURS	8	21	163
Exhibitions sexuelles	3	4	44
Prostitution - racolage	2	2	23
Autres infractions aux mœurs	3	15	96
R - PERSONNES RECHERCHEES	63	83	793
Recherches / Découvertes d'aliénés disparus	0	1	19
Recherches / Découvertes de majeurs disparus	23	35	281
Ouvertures de portes aux fins de recherches de personnes	0	0	3
Recherches / Découvertes de détenus évadés	0	0	0
Recherches / Découvertes de mineurs disparus	15	15	184
Recherches / Découvertes de mineurs en fugue	14	25	225
Recherches / Découvertes de personnes âgées disparues	4	0	10
Découvertes de personnes inscrites au FPR	4	6	32
Découvertes de personnes recherchées cadre enquête judiciaire	0	1	11
Fiches de mise en attention (code spécifique PAF)	1	0	5
Avis à famille	2	0	23
S - ALARMES DANS ETABLISSEMENTS PUBLICS	0	2	4
Fausses alarmes dans établissements bancaires	0	1	2
Alarmes avec VAMA dans établissements bancaires	0	0	0
Fausses alarmes à la Banque de France	0	0	0
Alarmes avec VAMA à la Banque de France	0	0	0

Fausses alarmes dans établissements de la Poste	0	0	0
Alarmes avec VAMA dans établissements de la Poste	0	1	1
Fausses alarmes dans agences Trésor Public	0	0	0
Alarmes avec VAMA dans agences Trésor Public	0	0	0
Déclenchements d'alarmes dans les Maisons d'arrêt	0	0	1
Déclenchements d'alarmes dans des locaux de police	0	0	0
Déclenchements d'alarmes dans des tribunaux ou Cours d'Appel)	0	0	0
Déclenchements d'alarmes dans des Préfectures - Sous-préfectures	0	0	0
T - ACCIDENTS DU TRAVAIL			
Accidents du travail corporels en entreprises	1	0	1
Accidents du travail mortels en entreprises	0	0	0
Accidents du travail corporels sur chantiers	0	0	0
Accidents du travail mortels sur chantiers	0	0	0
0			
V - ALARMES DANS LOCAUX PRIVES			
Déclenchements intempestifs d'alarmes locales	0	0	2
Alarmes locales avec effraction	0	0	0
Fausses alarmes - sociétés de surveillance	1	0	0
Alarmes société de surveillance avec effraction	0	0	0
W - VEHICULES VOLES			
Découvertes de véhicules quatre roues volés	3	0	11
Découvertes de véhicules deux-roues à moteur volés	1	2	12
Découvertes de véhicules mis en surveillance	0	0	1
0			
X - APPELS FANTAISISTES			
Interventions sans suite (absence de faits en cours ou passés)	14	22	117
Appels fantaisistes aux fins de guet-apens à AFP	1	0	1
TOTAL	6 532	7 170	65 089

Source : Préfecture de Police, SDPT

LES CONTRAVENTIONS

L'état 4001 ne regroupe que les faits qualifiés crimes ou délits. Il ne comptabilise donc pas les contraventions des cinq classes dont les contraventions pour infractions au code de la route ou encore les contraventions pour violences légères sans ITT (C4), les violences légères avec ITT < 8 jours (C5), des menaces de violences (C3), des destructions ou dégradations légères (C5), etc.

Actuellement, il n'existe pas de système centralisé et général permettant de dénombrer l'ensemble des contraventions dressées sur le territoire par nature d'infraction ou par classe de contravention. Seule la gendarmerie nationale est en mesure de fournir, par classe, et pour certaines infractions, le nombre de contraventions dressées mensuellement. L'autorité judiciaire dispose également du nombre de contraventions de 5e classe mais le chiffre est annuel.

Total des contraventions des 5 classes pour la police nationale

	Octobre 2008	Octobre 2009	Cumul 2009
Police nationale	<i>Indisponible</i>	<i>Indisponible</i>	<i>Indisponible</i>

Les contraventions dressées par la gendarmerie nationale

Octobre 2008	C/1	C/2	C/3	C/4	C/5	Total
Toutes natures confondues	8 890	55 245	23 343	167 731	29 095	284 304
<i>dont contraventions pour infraction au code de la route</i>	7 479	53 243	20 983	164 056	5 714	251 475
Octobre 2009	C/1	C/2	C/3	C/4	C/5	Total
Toutes natures confondues	8 772	54 757	21 473	166 425	29 120	280 547
<i>dont contraventions pour infraction au code de la route</i>	7 258	52 780	19 373	162 882	3 884	246 177
Cumul 2009	C/1	C/2	C/3	C/4	C/5	Total
Toutes natures confondues	89 045	528 776	226 782	1 621 391	286 762	2 752 756
<i>dont contraventions pour infraction au code de la route</i>	74 917	508 150	201 413	1 583 460	35 799	2 403 739

Contraventions pour atteintes volontaires aux personnes	Qualification	Octobre 2008	Octobre 2009	Cumul 2009
Violence avec une incapacité de travail n'excédant pas 8 jours	C/5	1 936	1 986	19 315
Violence n'ayant entraîné aucune incapacité de travail	C/4	2 014	2 004	19 843
Aide/assistance à violence n'ayant pas entraîné d'incapacité de travail	C/4	3	1	32
Somme		3 953	3 991	39 190

Source : Direction générale de la gendarmerie nationale, base nationale des statistiques des infractions (BNSI)

Les contraventions dressées par les polices municipales

	Octobre 2009	Cumul 2009
Polices municipales	<i>Indisponible</i>	<i>Indisponible</i>

RÉFÉRENCES MÉTHODOLOGIQUES

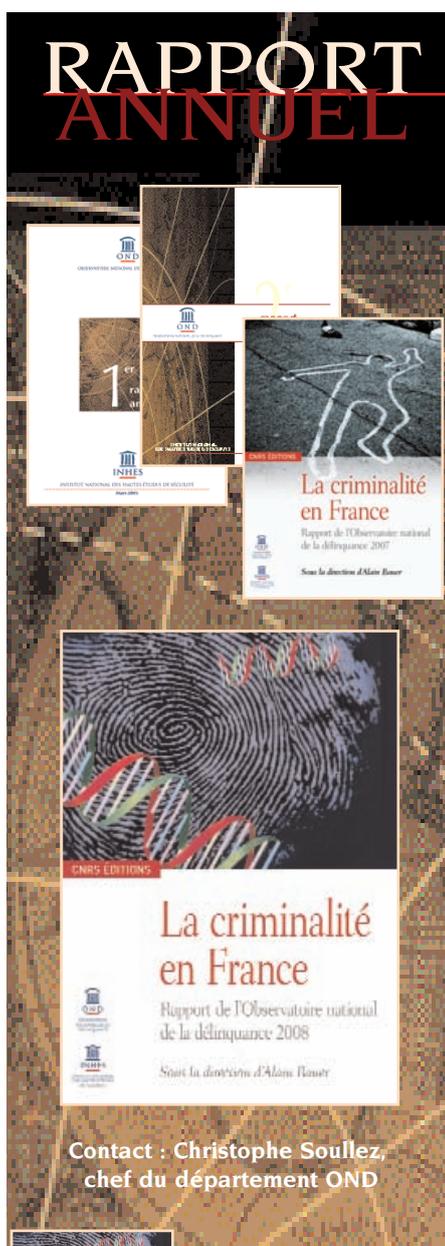
« Les chiffres mensuels des faits constatés par les services de police et les unités de gendarmerie », rapport annuel n° 1, INHES, mars 2005.

« Les évolutions du nombre mensuel de faits constatés d'atteintes aux biens et d'atteintes volontaires à l'intégrité physique de 1995 à 2005 », résultats et méthodes n° 5, INHES, janvier 2006.

« Les escroqueries et infractions économiques et financières en 2005 », Rapport annuel n° 2, INHES, mars 2006.

Retrouvez les chiffres détaillés sur le site internet de l'OND

www.ond.fr



de l'Observatoire national de la délinquance

1^{er} rapport annuel (mars 2005)

2^e rapport annuel (mars 2006)

3^e rapport annuel (novembre 2007)

4^e rapport annuel (novembre 2008)

L'Observatoire national de la délinquance (OND) propose une vision synoptique des différentes informations disponibles sur la criminalité et la délinquance en 2006. Il s'agit notamment des statistiques sur les faits constatés par la police et la gendarmerie nationales, et des résultats d'enquêtes de victimation, qui sont menées par l'INSEE et l'OND auprès de la population. L'évolution des phénomènes de délinquance est abordée à travers ces deux sources principales et bien d'autres dans le cadre d'une approche dite « multi sources ».

Alliant contenu récurrent et articles inédits, comme la première publication des résultats de l'enquête de victimation 2007 sur les violences physiques ou sexuelles, y compris celles commises au sein des familles et dans le couple, le présent ouvrage a vocation à devenir le document de référence sur la mesure de la criminalité.

Ainsi, grâce à ce nouveau dispositif qui complète les sources statistiques, il est aujourd'hui possible de mieux appréhender la nature de différents phénomènes criminels qui échappaient jusqu'à maintenant à la connaissance.

L'Observatoire national de la délinquance considère que l'usage d'un chiffre unique n'a guère de sens et peut s'avérer trompeur. Seule une présentation détaillée par indicateurs, c'est-à-dire en distinguant les différentes formes de délinquance, peut permettre d'approcher la réalité au plus près. En s'appuyant sur des dispositifs pérennes et complémentaires, on peut analyser et comparer les différentes tendances. Le développement de tels dispositifs a été le cœur de l'action de l'OND depuis sa création en novembre 2003, date de l'installation de son conseil d'orientation indépendant.

Alain BAUER

Criminologue, Président du conseil d'orientation de l'observatoire national de la délinquance

observatoire.inhes@interieur.gouv.fr – www.inhes.interieur.gouv.fr

Édité par « CNRS éditions » et peut être commandé grâce à ce lien

www.cnrseditions.fr/ouvrage/6075.html